



Thérèse Buchmüller
Annabelle Jalladeau
Aymeric Duclos
Augustin de Colnet
Hugo Contard
Maxence de Lorgeril

12 novembre 2018
Ecole de Guerre Economique – SIE22

Sommaire

Executive summary.....	4
Introduction	5
Les mesures protectionnistes de l'Etat fédéral.....	8
Chapitre 1 : L'arsenal juridique fédéral.....	8
<i>La Commerce Clause au service du protectionnisme</i>	<i>8</i>
<i>L'extraterritorialité du droit américain : une véritable arme protectionniste</i>	<i>8</i>
<i>Exemple du FCPA 1977</i>	<i>9</i>
<i>Exemple du Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (Cloud Act) 2018</i>	<i>9</i>
<i>La place des institutions dans la pratique du protectionnisme aux Etats-Unis</i>	<i>10</i>
Chapitre 2 : Les conséquences politiques des mesures protectionnistes fédérales	12
<i>L'actualité sur le protectionnisme américain.....</i>	<i>12</i>
<i>La perception française du protectionnisme américain</i>	<i>13</i>
La mise sous les projecteurs du protectionnisme des Etats fédérés et du protectionnisme déguisé 18	
Chapitre 1 : Les lois spécifiques protectionnistes des Etats fédérés	18
<i>La Dormant Commerce Clause, le fondement du protectionnisme des Etats fédérés.....</i>	<i>18</i>
<i>La réappropriation du protectionnisme fédéral par les Etats fédérés</i>	<i>18</i>
Chapitre 2 : Le protectionnisme déguisé.....	21
<i>Etude de cas : Boeing vs EADS</i>	<i>21</i>
<i>Protectionnisme déguisé au niveau des Etats fédérés : le prétexte du recyclage</i>	<i>21</i>
Conclusion	23
Bibliographie :	33
Annexes.....	37
Annexe 1 : Alabama.....	37
Annexe 2 : Alaska	38
Annexe 3 : Arizona	39
Annexe 4 : Arkansas	40
Annexe 5 : Californie	41
Annexe 6 : Caroline du Nord	42
Annexe 7 : Caroline du Sud	43
Annexe 8 : Colorado	44
Annexe 9 : Connecticut.....	45
Annexe 10 : Dakota du Nord	46
Annexe 11 : Dakota du Sud	47
Annexe 12 : Delaware.....	48
Annexe 13 : Floride.....	49
Annexe 14 : Etat de Géorgie.....	50
Annexe 15 : Hawaii.....	51
Annexe 16 : Idaho	52
Annexe 17 : Illinois	53
Annexe 18 : Indiana.....	54
Annexe 19 : Iowa.....	55
Annexe 20 : Kansas.....	56
Annexe 21 : Kentucky	57
Annexe 22 : Louisiane.....	58
Annexe 23 : Maine	59
Annexe 24 : Maryland	60

Annexe 25 : Massachussetts	61
Annexe 26 : Michigan	62
Annexe 27 : Minnesota	63
Annexe 28 : Mississippi.....	64
Annexe 29 : Missouri	65
Annexe 30 : Montana	66
Annexe 31 : Nebraska	67
Annexe 32 : Nevada.....	68
Annexe 33 : New Hampshire	69
Annexe 34 : New Jersey	70
Annexe 35 : New York	71
Annexe 36 : New Mexico	72
Annexe 37 : Ohio	73
Annexe 38 : Oklahoma	74
Annexe 39 : Oregon	75
Annexe 40 : Pennsylvanie	76
Annexe 41 : Rhode Island	77
Annexe 42 : Tennessee	78
Annexe 43 : Texas.....	79
Annexe 44 : Utah.....	80
Annexe 45 : Vermont.....	81
Annexe 46 : Virginie	82
Annexe 47 : Virginie occidentale	83
Annexe 48 : Washington.....	84
Annexe 49 : Wisconsin.....	85
Annexe 50 : Wyoming.....	86
Annexe 51 : Washington District of Columbia	87

Executive summary

This study aims at demonstrating the complementarity between the Federal State and the States of the United States of America in terms of protectionism. The approach used to introduce the topic are founded on cultural and historical backgrounds that led the USA to apply their economic policy in and out of their territory. The first part of the study highlights the major role of the Commerce Clause in that it regulates commercial relations outside of its borders, with foreign countries. The federal government uses extraterritoriality of its laws (such as the FCPA 1977 and the Cloud Act 2018) to expand its economic dominance across the world. Whereas federal American agencies make use of protectionist measures to support or stop foreign firms from entering their projects and mirror efficiency, France looks far behind in terms of protectionism as the reports of Martre, that of Carayon and that of Revel reveal. The second part of the study targets rather less visible protectionist measures. For instance, although the Congress is empowered with powers to regulate interstate commerce, the States must respond to the limits imposed by the Dormant Commerce Clause. Furthermore, specific legislation proper to each State also applies and, when considered in depth, uncover drastic protectionist measures. Further than that, both Federal state and the States share a fair role in using disguised protectionism in plain sight. In all, not only did it appear determining but also pertinent to build from scratch a table sheet gathering every single State of the United States of America with their protectionist measures, and allocate a mark on the level of protectionism to each of them from 0 to 4.

Introduction

Par l'accession au pouvoir de Donald Trump à la présidence des États-Unis, il semble que les multiples débats entre les différents accords commerciaux régionaux évoluent et se meuvent vers un système commercial multilatéral nouveau. Ces deux systèmes qui avaient su autrefois faire preuve de compromis et d'une certaine coexistence, entretiennent en réalité des relations désormais ambiguës. Ces relations complexes prouvent et rendent compte d'un paradoxe inhérent à la politique économique américaine, fondée sur une dialectique d'un libre-échange et d'un protectionnisme que l'on pourrait qualifier de « moderne », dont l'expression « *America First* » est une brillante illustration.

« Au sens large, le protectionnisme désigne toute forme d'intervention de l'État sur les échanges du pays avec l'extérieur, qu'il s'agisse de barrières à l'importation comme les droits de douane ou les restrictions quantitatives, ou d'aides à l'exportation comme les subventions »¹.

S'il est possible d'affirmer l'existence d'un protectionnisme historique aux États-Unis, c'est en raison du lien évident et inextricable que celui-ci entretient avec la culture américaine.

En effet, il est intéressant d'étudier le rapport entre l'histoire et la culture des États-Unis pour appréhender au mieux la définition du protectionnisme américain et comprendre dans une certaine mesure sa logique, bien différente du système de pensée à la française. La volonté de se protéger, tant de manière défensive qu'offensive, résulte de la mission d'ordre prophétique dont ils se voient doter : celle de s'établir comme un modèle à suivre, en raison de la supériorité du Nouveau Monde contre l'Ancien.

Cette volonté croissante de s'imposer comme une nation exemplaire émane, en réalité, de l'histoire pionnière et de conquête des États-Unis. En effet, les colons américains ont vu dans leur réussite expansionniste, territoriale et économique, un commandement divin comme l'affirme le *Manifest Destiny*.

L'économie, la religion et la politique sont inextricablement mêlées et toutes trois nourrissent en profondeur le projet protectionniste des États-Unis. La présence de l'expression « *In God we trust* » sur les billets américains renforce l'idée d'une réussite économique liée à un projet divin, qui nécessiterait alors une protection toute particulière contre les éventuelles menaces extérieures. Cette force de pensée, extrêmement ancrée dans les mentalités américaines, explique donc les raisons d'un protectionnisme constitutif de la politique américaine, comme le prouve la citation du président Clinton : « *L'Amérique est devenue la seule nation indispensable (...). La plus grande démocratie du monde doit prendre la tête des démocraties (...) de sorte à poursuivre la mission éternelle de l'Amérique* »².

Si la doctrine du libre-échange semble être la principale référence en matière commerciale depuis l'après-guerre, il apparaît que les identités économiques sont en réalité plus complexes que ce que les modes institutionnelles pourraient laisser penser.

En effet, cette domination de l'approche libre-échangiste dans la vie économique n'est plus ou moins due qu'à une circonstance historique : celle de la Seconde Guerre mondiale. Ce monde dévasté, en proie au Plan Marshall et la volonté de faire face au bloc soviétique par le biais d'un système d'intégration commerciale ont favorisé ce consensus économique. Ce n'était autre que l'opportunité

¹ Guillochon, Bernard. « I. Formes et ampleur du protectionnisme », *Le protectionnisme*. La Découverte, 2001, pp. 7-25.

² Claude Revel et Éric Denécé, *L'autre guerre des États-Unis : économie, les secrets d'une machine de conquête*, Laffont 2005, p.50

pour les Etats-Unis d'établir leur suprématie. Néanmoins, il ne faut pas nier le décalage entre contingence historique et les structures politiques profondes du pays. En effet, l'histoire du développement économique des Etats-Unis est intimement liée à l'histoire du protectionnisme industriel.

Rappelons par exemple que l'*American System* est un plan économique élaboré par James Madison et Henry Clay, selon lequel le protectionnisme est un outil propice à l'industrialisation, parallèlement à l'idée de plans d'investissement en faveur des infrastructures et à la mise en place d'une banque nationale. Toute l'identité protectionniste américaine, quelle qu'elle soit, se repose sur les bases intellectuelles de l'*American System* qui a permis l'ascension des Etats-Unis et le développement de son modèle de citoyenneté au XIX^e siècle.

L'historien Paul Bairoch a très justement souligné dans son ouvrage *Mythe et Paradoxes de l'histoire économique* que, dans l'Histoire, le libre-échange est l'exception et le protectionnisme la règle³ - *a fortiori* aux Etats-Unis, où est né le protectionnisme moderne. Si certaines lois sont venues parfois abaisser les tarifs douaniers, ceux-ci restèrent quand même élevés jusqu'au XX^e siècle. Ainsi, en guise d'exemple, le *Wilson-Gorman Tariff Act* de 1894 a abaissé les barrières douanières avant que le *Dingley Act* les ramène, dès 1897, à environ 50% sur une période de douze ans⁴.

Néanmoins, tout comme l'Empire britannique, une fois parvenus en haut de l'échelle de la puissance économique, les Etats-Unis abandonneront le protectionnisme exacerbé pour celui du libre-échange sous le prisme de la réciprocité commerciale⁵. Par exemple, dès 1934, le secrétaire d'Etat Cordell Hull, sous la présidence Roosevelt, a adopté un cadre légal favorable au libre-échange en apportant un amendement à la loi *Smoot-Hawley Tariff Act* – loi ayant augmenté les tarifs douaniers à 53% puis 59% - de façon à les réduire de moitié⁶.

En outre, la position des Etats-Unis d'après-guerre qui, avec son statut d'émetteur de la principale monnaie mondiale, se sont engagés dans un ambitieux programme de reconstruction de l'économie mondiale dans lequel les pays sont intégrés pacifiquement par le commerce et régi par la règle de droit. C'est par cette vision qu'est né le système de *Bretton Woods*, le GATT puis l'OMC.

Cependant, il reste que les Etats-Unis ont une attitude ambivalente vis-à-vis du libre-échange. Outre l'« *oscillation bipartisane* »⁷, la doctrine commerciale américaine, face aux puissances émergentes et à la taille croissante de son déficit commercial national, a conservé le protectionnisme comme étant une stratégie possible. La « *guerre des devises* » ou encore la création d'une politique de sécurité économique par le président Bill Clinton – considéré comme le gardien du temple libre-échangiste – illustrent parfaitement cette ambivalence. À cette époque, les Etats-Unis sont de plus en plus enfermés dans « *le coin du ring* ». Ils parviennent avec de plus en plus de difficulté à contenir l'ascension de la Chine et des pays émergents ainsi que la puissance commerciale européenne. Via cette « *sécurité économique* » et au statut du dollar, les Etats-Unis arguent que leurs entreprises sont en situation de concurrence déloyale afin de mettre en œuvre des mesures protectionnistes⁸.

³ Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1994

⁴ Rémi Bourgeot. « Le protectionnisme, une passion américaine ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 108, no. 4, 2017, p. 89-100.

⁵ Préface Christian Deblock, dans « *Protectionnisme et réciprocité commerciale* » de Gabriel C. Goyette, CEIM, 2006

⁶ Victor A. Canto, « U.S. Trade Policy : History and Evidence », *Cato Journal*, vol. 3, n° 3, hiver 1983-1984

⁷ Rémi Bourgeot. « Le protectionnisme, une passion américaine ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 108, no. 4, 2017, pp. 89-100.

⁸ Interview de Christian Harbulot par Jean Lebrun dans *La marche de l'histoire*, « *Protectionnisme et nationalisme économique aux Etats-Unis* », sur France Inter le 28 mars 2018

Comme le précise Rémi Bourgeot, « *la rhétorique protectionniste de Donald Trump, comme celle de Bernie Sanders au cours de la primaire démocrate, s’ancre dans la logique des dernières décennies de dénonciation des effets les plus néfastes de la mondialisation, face aux puissances émergentes comme la Chine ou développés comme l’Allemagne (...). Cette rhétorique, de plus en plus audible au fur et à mesure que les déséquilibres économiques affectent concrètement la vie des citoyens américains, (...) a gagné en ampleur, mais son objet n’a pas véritablement changé, à savoir la concurrence à bas coûts et les vagues de délocalisation* »⁹.

La complexité de la législation et des réglementations américaines, renforcées par son fédéralisme singulier, à caractère protectionniste, est particulièrement ingénieux. C’est pourquoi il sera d’abord abordé les mesures juridiques employées par l’État fédéral, découlant d’une volonté politique précise et extrêmement réglementée, ainsi que les conséquences que ces dernières impliquent. Puis la réflexion s’évertuera à démontrer que le protectionnisme américain est protéiforme. Ainsi, il s’immisce jusqu’aux strates les plus fines des administrations des États fédérés. Par ailleurs, il peut revêtir une forme non-officielle, qui sera nommée ici : protectionnisme déguisé.

⁹ Rémi Bourgeot. « Le protectionnisme, une passion américaine ? », Revue internationale et stratégique, vol. 108, no. 4, 2017, p. 89-100

Les mesures protectionnistes de l'Etat fédéral

Chapitre 1 : L'arsenal juridique fédéral

La Commerce Clause au service du protectionnisme

La *Commerce Clause* est régie par l'article 1, paragraphe 8, alinéa 3 de la Constitution américaine. Elle précise qu'au niveau fédéral, le Congrès détient le pouvoir de réguler le commerce effectué avec les pays étrangers, entre les Etats fédérés et entre les tribus indiennes. La *Commerce Clause* apparaît donc comme une véritable arme fédérale que les Etats-Unis utilisent afin d'asseoir leur puissance sur la scène internationale. Elle procure un pouvoir quasi-illimité en matière d'extraterritorialité au gouvernement fédéral qui a su, par le passé, prendre des mesures draconiennes avec pour effets de s'imposer commercialement face aux pays du reste du monde. C'est exactement ce qu'il s'est passé avec le *Cloud Act*.

L'extraterritorialité du droit américain : une véritable arme protectionniste

L'extraterritorialité est l'application du droit national d'un Etat en dehors de son territoire et réciproquement. En outre, c'est le fait pour un pays de laisser s'exercer l'autorité d'un Etat étranger sur une partie de son territoire¹⁰. Concernant l'affaire « BNP Paribas », les déclarations faites par le *Department of Justice* mettent en avant le fait que la « sécurité nationale » est une justification en soi de l'extraterritorialité. A ce sujet, l'*Attorney General* Eric H. Holder a déclaré : « *Sanctions are a key tool in protecting U.S. national security interests* ».

Toutefois, devant les tribunaux, le fondement sur lequel s'appuient les autorités nationales est le fait que toute transaction effectuée avec une institution financière américaine est nécessairement régie par les textes de loi américains¹¹.

En France, en janvier 2018, la Banque publique d'investissement (BPI) a pris la décision de « récuser » les salariés disposant d'un passeport américain ou d'une *Green Card*. Cette décision violerait l'article L.1132-1 du Code du travail français, mais la BPI considère qu'il ne s'agit non pas d'une décision ayant un effet discriminatoire mais un effet protecteur. En effet, le président Donald Trump avait annoncé la réimposition des sanctions internationales contre l'Iran. C'est le 8 mai 2018 qu'il agit et laisse six mois aux entreprises étrangères – et donc françaises – situées en Iran de partir, sous peine de sanctions. En d'autres termes, la BPI, qui encourage et finance les PME françaises à aller s'installer en Iran, élimine les risques de se voir infliger une amende pour violation d'embargo *via* la politique des « *U.S. Persons* », en récusant les salariés américains. Cette politique avait permis aux autorités américaines d'infliger une amende record à la BNP en 2014 de 8,9 milliards de dollars¹².

Ainsi, l'extraterritorialité américaine est l'opportunité pour le gouvernement fédéral des Etats-Unis d'asseoir son autorité – économique ou juridique – dans des pays étrangers. Deux exemples viennent illustrer la mise en œuvre de la *Commerce Clause* et de l'extraterritorialité du droit américain : le *Foreign Corrupt and Practices Act*¹³ (FCPA) de 1977 et le *Cloud Act* de 2018.

¹⁰ <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/extraterritorialite.html>

¹¹ http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4082.asp#P668_149091

¹² <https://www.americains-accidentels.fr/page/222262-l-extraterritorialite-en-matiere-economique>

¹³ <https://www.justice.gov/criminal-fraud/foreign-corrupt-practices-act>

Exemple du FCPA 1977

Le FCPA, voté en 1977, est l'un des outils majeurs des Etats-Unis sur lequel s'est construit l'extraterritorialité du droit de ce pays.

À l'origine, le FCPA avait pour objectif d'interdire les pratiques de corruption afin de faciliter l'obtention des marchés étrangers. Il était donc interdit de soudoyer ou corrompre des fonctionnaires étrangers. Pour ce faire, les entreprises se voyaient aussi imposer une obligation de transparence des comptes pour permettre l'identification par les autorités de chaque transaction pour vérifier leur légalité. Cette loi fût à l'origine votée pour contrôler les actions des entreprises américaines, qui dans les années 70, ont subi de nombreux scandales relatifs à la corruption. Ces affaires, concernant au moins 400 entreprises américaines, ont été extrêmement médiatisées¹⁴ et ont conduit le Congrès à légiférer sur le sujet en 1977. Cette loi a par la suite été implémentée en 1988 et 1998 pour obtenir la dimension internationale et extraterritoriale qu'elle a aujourd'hui. Sur le sol américain c'est la *Securities and Exchange Commission* (SEC), qui s'occupe de faire respecter le texte, à l'étranger c'est le *Department of Justice* (DoJ) qui intervient¹⁵.

Cette application extraterritoriale n'a pourtant pas de base légale, puisqu'aucun texte de loi international ne permet d'appliquer le FCPA au niveau international. Néanmoins, le DoJ s'est désigné compétent pour traduire devant la justice américaine, toute entreprise possédant une filiale aux Etats-Unis, effectuant des transactions en dollars, ou utilisant des fournisseurs d'accès internet américains. Dès lors, des entreprises n'ayant jamais commercé sur le territoire américain peuvent se retrouver sous le coup de la justice américaine si toute, ou une partie, de la transaction s'est faite en dollars.

De nombreuses entreprises françaises ont ainsi écopé de sanctions sur le fondement du FCPA. C'est notamment le cas de la banque BNP Paribas qui, en 2014, a dû payer une amende d'environ 9 milliards de dollars. Cette « épée de Damoclès » américaine a aussi été utilisée pour favoriser les entreprises américaines sur le marché international. Ce fût le cas avec la société Alstom. Suite à une affaire de corruption, le DoJ entendait infliger à la société française une amende de 772 millions de dollars, somme que la société ne pouvait payer sans se mettre gravement en danger. Cette affaire intervenait de plus dans un contexte bien spécifique puisque *General Electric*, une société américaine, essayait depuis plusieurs années de racheter Alstom, sans succès. Suite à cette menace d'amende, Alstom a finalement accepté de se faire racheter par *General Electric*, ce rachat entraînant une « meilleure volonté » du DoJ pour ne pas sanctionner Alstom. C'est donc précisément dans ce genre d'affaire que l'extraterritorialité du droit américain, et principalement par le FCPA, dévoile sa nature d'outil protectionniste agressif au profit des Etats-Unis¹⁶.

Exemple du *Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (Cloud Act) 2018*

Cette loi donne la possibilité aux services répressifs des États-Unis de contraindre les sociétés américaines et leurs filiales, par voie de mandat ou par voie d'assignation judiciaire, à fournir les données stockées sur des serveurs, qu'ils soient situés aux Etats-Unis ou dans des pays étrangers. Elle autorise également l'accessibilité et le partage de données à travers les "*executive agreements*" entre le gouvernement américain et un gouvernement étranger dit « qualifié », et ce, sans que cela ne porte

¹⁴ <https://www.agefi.fr/asset-management/actualites/hebdo/20151210/fcpa-sanctionne-severement-corruption-148399>

¹⁵ <https://portail-ie.fr/analysis/1720/lextraterritorialite-americaine-une-superpuissance-juridique-de-la-lutte-contre-la-corruption-mondiale>

¹⁶ https://www.challenges.fr/monde/comment-les-etats-unis-combattent-la-corruption-sur-un-mode-patriotique_18215

atteinte aux lois américaines sur la protection de la vie privée, sans en informer les personnes concernées, et sans contrôle judiciaire¹⁷.

Cette loi a des implications déterminantes en matière de sécurité des données, de confidentialité et de capacité d'application dans le cyberspace¹⁸. Après avoir été adoptée par le Congrès, sans audience ni examen de comité, jointe à un projet de loi omnibus¹⁹, le président Donald Trump a promulgué le *Cloud Act* le 23 mars 2018.

Le *Cloud Act* trouve ses racines avec l'affaire *USA v. Microsoft Corporation*. La décision de la justice américaine demandait au géant numérique de lui fournir le contenu des messageries électroniques de clients hébergés en Irlande. Pour s'y soustraire, *Microsoft Corporation* avait brandi « le principe selon lequel l'hébergement de données à l'étranger est soumis au droit national (droit irlandais) où il est situé »²⁰. Mécontent du refus d'obtempérer de Microsoft, le gouvernement américain a décidé de voter une loi lui permettant d'obtenir de telles informations. Les forces de l'ordre américaines ont adressé à Microsoft un mandat de perquisition dans le cadre d'une enquête sur le trafic de drogue. Nonobstant, Microsoft a dû transmettre les données stockées sur des serveurs américains, comme le carnet d'adresses de la personne concernée. Cependant, l'entreprise n'a pas dénié communiquer au gouvernement le contenu des courriels, ceux-ci étant stockés dans un centre de données à Dublin²¹.

De plus, c'est par anticipation que le *Cloud Act* a désarmé l'Union Européenne avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD)²², qui aurait pu entraver les affaires similaires à celles de Microsoft.

La place des institutions dans la pratique du protectionnisme aux Etats-Unis

Le protectionnisme Fédéral s'articule autour de deux leviers de puissance que sont les lois et les institutions. Chaque institution américaine est créée par une loi fédérale lui donnant son organisation et son champ de compétence. Si les lois viennent établir les règles à respecter, ce sont les institutions qui s'assurent de leurs mises en application, d'abord au niveau des États fédérés, et quelques fois au niveau international. Chaque institution des Etats-Unis a une dimension protectionniste qui peut s'expliquer par leur histoire et leur culture. Certaines sont plus « visibles » dans leur mise en application du protectionnisme, comme avec la SEC et le DoJ. De plus, d'autres institutions, moins connues, mettent aussi en œuvre des procédures protectionnistes.

C'est ainsi le cas de l'*US Department of Transportation*²³, qui impose aux entreprises répondant aux appels d'offre de se conformer au *Buy American Act*, notamment dans le cadre des marchés ferroviaires et de transports en commun. Dans ce cadre, il leur est imposé d'utiliser principalement du métal et de l'acier fabriqués aux États-Unis²⁴.

¹⁷ <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/senate-bill/2383/text>

¹⁸ <https://nsarchive.gwu.edu/news/cyber/vault/2018-04-02/hr-4943-clarifying-lawful-overseas-use-data-act-cloud-act>

¹⁹ *Package* de modifications législatives qui doivent soit être toutes acceptées en bloc soit toutes refusées en bloc : <http://www.duhaime.org/LegalDictionary/O/OmnibusBill.aspx>

²⁰ <https://portail-ie.fr/analysis/1902/cloud-act-loffensive-americaine-pour-contrer-le-rgpd>

²¹ <https://www.wired.com/story/us-vs-microsoft-supreme-court-case-data/>

²² <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0679&from=FR>

²³ Ministère des transports publics.

²⁴ <https://www.globaltradealert.org/state-act/31807/united-states-of-america-46-301-702-rail-project-subject-to-buy-american-rules>

La *National Telecommunication and Information Administration*²⁵ a quant à elle interdit les téléphones mobiles chinois d'être commercialisés sur le marché américain sous prétexte que ces derniers représenteraient une menace à la sécurité nationale²⁶.

L'*US Department of Agriculture*²⁷ a, pour sa part, décidé d'accorder une aide fédérale aux agriculteurs américains pour compenser la hausse des taxes d'importations de certains pays sur les produits agricoles américains, ces taxes ayant été infligées en guise de représailles à de précédentes mesures protectionnistes américaines²⁸.

Enfin, même la *US Supreme Court*²⁹ se livre au protectionnisme. Ainsi, elle a étendu la portée des brevets américains au reste du monde, imposant alors une importante amende aux entreprises étrangères pour toutes transgressions³⁰.

²⁵ Ministère des télécommunications.

²⁶ <https://www.globaltradealert.org/state-act/31038/united-states-of-america-china-mobile-blocked-from-the-u-s-telecommunications-market-over-national-security-concerns>

²⁷ Ministère de l'Agriculture.

²⁸ <https://www.globaltradealert.org/state-act/31225/united-states-of-america-12-billion-subsidies-to-farmers-in-response-to-foreign-retaliatory-measures>

²⁹ Cour Suprême, plus haute institution judiciaire des Etats-Unis.

³⁰ <https://www.globaltradealert.org/state-act/31142/united-states-of-america-supreme-court-decision-with-extraterritorial-implications-for-u-s-patent-law>

Chapitre 2 : Les conséquences politiques des mesures protectionnistes fédérales

L'actualité sur le protectionnisme américain

Le président Barack Obama a imposé en 2009, des droits de douane supplémentaires sur toutes les importations de pneus en provenance de Chine. Le décret signé par le président prévoyait une hausse des tarifs douaniers³¹ durant 3 ans. Ces droits dégressifs s'élevaient à 35% la première année, à 30% la deuxième et à 25% la troisième.

Avec cette taxe sur les pneus³², les autorités américaines ont appliqué pour la première fois une clause de « sauvegarde » acceptée par la Chine avant son adhésion à l'OMC, en 2001.

En parallèle de cette mesure, les États-Unis ont également imposé les importations de tuyaux en aciers³³, en provenance de Chine pour un montant de 2,6 milliards de dollars.

Concernant le secteur de la sidérurgie, l'administration Obama a quintuplé le prix d'importation de l'acier chinois³⁴ utilisé pour produire des voitures et des matériaux de construction. Cette mesure visait à protéger l'industrie sidérurgique américaine.

En janvier 2018, le président Donald Trump a imposé des tarifs douaniers élevés sur des machines à laver et les panneaux solaires afin de favoriser l'américain Whirlpool. En effet, un tarif de 20% sera imposé sur le premier million de machines à laver importées. Au-delà, le taux de taxation passera à 50%. Dans le domaine des panneaux solaires, le tarif sera quant à lui, de 30% pendant trois ans puis de 15% la quatrième année.

Concernant l'acier et l'aluminium, le secrétaire américain au commerce Wilbur Ross a annoncé en juin 2018 l'instauration de droits de douane sur les importations qui atteindront 25% pour l'acier et 10% pour l'aluminium³⁵. L'administration Trump se base pour ce faire sur la section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962. Elle assure, en outre, de restreindre les importations de biens jugés préjudiciables à la sécurité nationale, permettant ainsi aux États-Unis de contourner les règles de l'OMC.

Donald Trump a récemment appuyé le nouveau projet de loi *National Defence Authorization Act* (NDAA) pour 2019³⁶, ciblant spécifiquement cinq sociétés chinoises : Huawei, ZTE, Hikvision, Dahua Technology, et Hytera Communications.

Ainsi, la quasi-totalité des administrations américaines ne pourront plus acheter leurs équipements et leurs services, ni même passer des contrats avec des entreprises se fournissant auprès desdites sociétés.

³¹ RTS : <https://www.rts.ch/info/economie/1061077-usa-coup-de-frein-au-commerce-de-pneus-chinois.html> 28/06/2010

³² Les Echos : <https://investir.lesechos.fr/marches/actualites/obama-taxe-les-pneus-chinois-a-l-import-pekin-replique-167701.php> 12/09/09

³³ Le Quotidien du Peuple : <http://french.people.com.cn/Economie/6754973.html> 11/09/2009

³⁴ Les Echos : https://www.lesechos.fr/20/05/2016/LesEchos/22195-078-ECH_acier---obama-joue-la-carte-du-protectionnisme.htm

³⁵ Challenges : https://www.challenges.fr/monde/etats-unis/trump-impose-des-taxes-sur-l-aluminium-et-l-acier-europeen_590936 31/05/2018

³⁶ Les Echos : <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/0302115388875-aux-etats-unis-une-nouvelle-loi-bloque-huawei-et-zte-2198009.php>

La perception française du protectionnisme américain

Il semble qu'une réelle prise de conscience se soit effectuée progressivement à partir des années 90 en France, quant à l'avancée stratégique et économique de la puissance américaine. Cette prise de conscience se traduit à travers différents travaux réalisés, dont le rapport Martre, qui a été le point de départ d'une réflexion.

- Rapport Martre 1994³⁷

Le Rapport met en lumière la stratégie adoptée par différents pays dont les États-Unis en matière d'intelligence économique. La domination et la protection de la puissance américaine dans des secteurs stratégiques sont principalement ceux de la défense, de l'énergie, et des diverses technologies de pointe. En outre, il souligne l'existence du *Committee on Foreign Investment in the United States* (CFIUS). Cette organisation américaine, étroitement liée aux départements de la défense, du trésor, du commerce et du département de la sécurité intérieure, peut intervenir sur le fondement de la sécurité nationale, afin de bloquer une opération d'acquisition ou de fusion d'une entreprise américaine. La France peut y déceler les prémices d'un éventuel protectionnisme américain et fait le constat d'un évident retard quant à une stratégie d'intelligence économique.

- Rapport Carayon 2003³⁸

Le premier ministre Jean-Pierre Raffarin fait dresser un état des lieux de la stratégie opérée en comparaison avec certains pays ciblés, dont les États-Unis. Une dizaine d'années après le rapport Martre, le constat reste le même. En effet, la domination de la puissance américaine perdure et l'étude davantage axée sur les États-Unis prouve l'avancée grandissante de leur politique économique et stratégique. Une nouveauté apparaît cependant dans ce constat. Les États-Unis parviennent à s'imposer comme un modèle à imiter, notamment au regard leur politique protectionniste assumée. À propos des États-Unis : « *le but de ce rapport n'est évidemment pas de désigner un adversaire mais bien d'attirer l'attention sur les avantages d'une doctrine affirmée, de pratiques assumées et de mesurer leurs conséquences dans les relations internationales, économiques et politiques* »³⁹. En outre, le rapport insiste sur la création de nombreuses structures américaines qui, sous couvert de défense des intérêts nationaux, appliquent de manière extensive un arsenal législatif de plus en plus protectionniste.

³⁷ Rapport Martre, 1994, « Intelligence économique et stratégie des entreprises »

https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/information-strategique-sisse/rapport-martre.pdf

³⁸ Rapport Carayon, 2003 « Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale »,

<http://strategique.free.fr/analyses/carayon.pdf>

³⁹ Rapport Carayon, 2003, Avertissement n°2, p.8

- Rapport Revel 2012⁴⁰

Comme le souligne explicitement Claude Revel, les américains sont dotés d'un « *degré de préparation et d'avance incontestable sur les Européens* »⁴¹. Cette dernière affirme la volonté des américains de se placer « *en position de force* » pour « *négozier plus facilement* »⁴² sur la scène internationale, afin d'imposer plus largement leur modèle et leur système de pensée. En outre, elle ajoute la force d'une idéologie pro-américaine qui gagnerait, via des lobbies en Europe, les consciences des européens. « *La vérité est qu'ils gagnent peu à peu d'autres Européens à leurs thèses et que nous, Français, courons de grands risques d'isolement* »⁴³.

- Rapport n°551 du Sénat 2018⁴⁴

Le rapport souligne l'incohérence de certains pays signataires de l'OMC qui sont parvenus à appliquer et imposer des exceptions favorables à leurs économies, et ce malgré les réglementations internationales. Ce dernier développe l'exemple américain, à travers le *Buy American Act* et montre que la logique américaine n'est en réalité qu'autocentrée et protectionniste. Il propose, non pas de contraindre ni même de sanctionner les États-Unis, mais de réexaminer les règles de l'OMC afin de parvenir à davantage d'égalité. Il y a ici, une adaptation trop claire à la logique américaine et à leur mentalité, nécessitant pour la France de renforcer son arsenal juridique en matière de corruption internationale.

Cependant, cette mesure ne semble pas suffisamment efficace, et une initiative européenne forte paraît nécessaire, notamment afin de sortir de la dépendance du dollar en développant l'euro. En effet, le texte évoque l'existence d'une « *emprise des textes américains faisant de l'utilisation de sa monnaie nationale le lien de rattachement permettant d'attirer les entreprises étrangères sous sa juridiction* »⁴⁵, et exhorte à contrer cette dépendance instaurée. En outre, il met en lumière la démarche et la volonté collective de plusieurs gouvernements européens de répondre aux pratiques « *assumées* » de la part des États-Unis.

Malgré cette volonté conjointe, le rapport assure que les outils dont dispose la France sur le contrôle des investissements étrangers directs sont « *clairement en retrait par rapport à ceux qui sont en vigueur non seulement à l'extérieur de l'Union européenne – je pense aux États-Unis – mais également à l'intérieur* »⁴⁶. Ainsi, l'arsenal juridique en France apparaît être véritablement en retard par rapport à celui des États-Unis et de l'Allemagne, posant ainsi la question d'une hiérarchie protectionniste au sein même de l'Union européenne.

Afin de pallier ce retard en matière de juridiction, le rapport propose la création d'un système de protection au niveau européen sur le modèle américain, d'un comité pour l'investissement étranger

⁴⁰ Rapport Claude Revel, 2012, « Développer une influence normative internationale stratégique pour la France », <http://www.lemoci.com/media/rapport-revel-2013.pdf>

⁴¹ Rapport 2012, Claude Revel, p.76

⁴² Rapport 2012, Claude Revel, p.74

⁴³ Rapport 2012, Claude Revel, p.76

⁴⁴ Rapport n°551 du Sénat, 2018, <https://www.senat.fr/rap/r17-551/r17-5511.pdf>

⁴⁵ Rapport n°551 du Sénat, p.215

⁴⁶Rapport n°551 du Sénat, p.380, (fait ici en référence à l'Allemagne)

aux États-Unis (CFIUS), qui permet de contrôler les secteurs stratégiques. Cette volonté, émanant des premiers rapports, n'a toujours pas vu le jour, ni au niveau français, ni au niveau européen.

- Rapport n°757 Assemblée nationale 2018⁴⁷

L'analyse des parlementaires relative au fonctionnement de l'OMC est révélatrice de l'hégémonie de la pensée américaine sur le commerce mondial. Depuis l'ère Obama, les États-Unis ont pris un tournant très marqué vers un retour au protectionnisme. Ces derniers tentent en outre d'asphyxier littéralement l'Organe d'appel (OA) de l'OMC afin de la rendre inopérante et inefficace dans le règlement du marché mondial : « *En effet, les États-Unis ont entrepris d'étrangler l'Organe d'appel (OA) en bloquant la nomination de ses membres. Contrairement à l'ORD qui désigne un panel différent pour chacun des contentieux dont il est saisi, les sept membres de l'Organe d'appel sont nommés pour quatre ans, renouvelables une fois, par l'ORD mais, en pratique, par consensus entre les membres de l'OMC. Or, depuis 2016, les États-Unis s'opposent systématiquement au renouvellement et/ou à la désignation des membres de l'OA.* »⁴⁸.

Le rapport précise que : « *Les États-Unis reprochent à l'ORD, par ses interprétations jurisprudentielles, d'outrepasser son mandat qui lui interdit « d'accroître ou de diminuer les droits et obligations des membres de l'OMC ». En réalité, les États-Unis voient dans le système de règlement des différends de l'OMC une limitation inacceptable à leur souveraineté autant qu'une anomalie dans une pratique qui les a toujours vus refuser de se soumettre à une juridiction internationale, dans quelque domaine que ce soit.* »⁴⁹.

L'Union européenne⁵⁰, par la Direction générale du commerce (DGCOM) de la Commission européenne, tente de mettre en place des réponses adaptées à la nouvelle politique agressive des États-Unis, notamment dans la hausse de ses tarifs douaniers sur l'acier et dans sa guerre commerciale avec la Chine. Elle vise notamment à régler ce conflit par des mesures juridiques et douaniers, afin de pallier une perte d'exportation estimée à 6,8 milliards de dollars⁵¹.

En sus, l'abandon du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA) et la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), enjoignent la Commission européenne à développer plus en avant ces accords commerciaux bilatéraux, tels que le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA) signé avec le Canada en 2016, ou ceux conclus en 2018 avec le Japon, Singapour et le Mexique. L'accord Bilatéral avec le Vietnam, en négociation

⁴⁷ Rapport n°757 de l'Assemblée Nationale, 2018, <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/europe/rap-info/i0757.pdf>

⁴⁸ Rapport n°757 de l'Assemblée Nationale, 2018, page 40

⁴⁹ Rapport n°757 de l'Assemblée Nationale, 2018, page 41

⁵⁰Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), Titre I, article 3, « *L'Union européenne dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants : a) l'union douanière ; b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur ; c) la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro ; d) la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche ; e) la politique commerciale commune.* »

⁵¹ <https://www.lopinion.fr/edition/economie/guerre-commerciale-etats-unis-chine-a-tout-interet-a-taper-tres-fort-156132?fbclid=IwAR1aJdyguR6RWrfFy86foXTHsCXKKvpM0KL3DnnBTju13Tm bRnziiWcFsxA>

depuis 2015 s'avère être un enjeu stratégique majeur pour la DGCOM ces prochains mois face au retrait du partenaire américain en Asie du sud⁵².

Selon la fiscaliste Virginie Pradel⁵³, le protectionnisme américain actuel n'est pas si novateur. En effet, la décision du Président Donald Trump d'augmenter les droits de douane sur les importations d'aluminium et d'acier se place dans la continuité des pratiques de ses prédécesseurs. Ainsi, on peut mentionner l'imposition réalisée en 2009, par Barack Obama, d'une taxe douanière supplémentaire de 35% sur les importations de pneus chinois dans le but de protéger l'industrie sidérurgique.

De son côté, l'Union européenne cherche également à protéger son industrie. À ce titre, cette dernière a imposé, en 2013, des droits de douane supplémentaires d'environ 47% sur les importations de panneaux solaires par les entreprises chinoises ne respectant pas un prix minimum.

Il revient donc à l'Organisation Mondiale du Commerce de statuer sur les différentes mesures prises par les parties prenantes. Ses principes fondamentaux sont : l'égalité de traitement entre tous les pays de l'OMC⁵⁴, l'égalité de traitement entre tous les produits admis sur le marché⁵⁵ ainsi que la transparence⁵⁶. Le but est de créer des conditions de concurrence équitables pour tous les membres au moyen d'une « *réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et [de] l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales.* »⁵⁷

Les cas de litiges commerciaux portés devant l'OMC constituent donc la partie la plus visible des stratégies étatiques de nationalisme économique et illustrent les dynamiques de guerre commerciale sous-tendant les affrontements. Les nombreux conflits entre les Etats-Unis et l'Union européenne – de l'affaire du bœuf aux hormones en 1988 jusqu'à la plainte déposée en mai dernier par l'UE concernant les nouvelles taxes douanières sur les importations d'acier et d'aluminium – sont symptomatiques des stratégies commerciales des différentes puissances.

Le protectionnisme, assumé par Donald Trump dans ses relations internationales, ne fait donc qu'être dans la tradition de protectionnisme américain, voire mondiale, que les règles de l'OMC ne sont jamais parvenues à enrayer.

Cette régulation des relations commerciales internationales est d'autant plus complexe avec les Etats-Unis qu'il s'agit d'un système fédéral. Ainsi, par exemple, l'Accord OMC sur les marchés publics (AMP) n'englobe que 37 Etats fédérés⁵⁸. Cela signifie que ni les 13 autres Etats ni aucune des administrations locales ne sont assujettis aux engagements de l'AMP de l'OMC, laissant la part belle aux mesures protectionnistes des Etats fédérés.

Dès lors, si la Constitution américaine considère l'Etat fédéral comme étant le garant du commerce international ou interétatique, les fédérés ont beaucoup de moyens pour agir, à commencer

⁵² https://www.contrepoints.org/2018/11/06/329613-laccord-entre-leurope-et-le-vietnam-doit-etre-ratifie?fbclid=IwAR1ly_Pc9QshVC8uKMofDYYzaWAOt399lbpT4TO_sCy5tfNj1IB%20%20V%20e6EzCmY

⁵³ Remy Demichelis, « *Le protectionnisme de Trump n'est pas si nouveau* », Les Echos, 12/03/2018

⁵⁴ Principe de la nation la plus favorisée

⁵⁵ Principe du traitement national

⁵⁶ Publication, notification et échanges de vues sur les politiques et les mesures commerciales

⁵⁷ Accord GATT de 1947, paragraphe introductif

⁵⁸ Annexe II de l'Accord AMP OMC avec les Etats-Unis

par les subventions ou les congés fiscaux pour attirer les investissements⁵⁹. Ils apparaissent comme de réels « *acteurs de la politique étrangère* ». On peut notamment citer les mesures législatives prises par l'Etat du Massachusetts en 1996 imposant des restrictions aux agences gouvernementales et aux firmes américaines ou étrangères qui font des affaires avec des Etats « *voyous* » tel que le Myanmar, en leur obligeant de choisir entre investir au Massachusetts ou au Myanmar. Cette initiative a été notamment décriée par l'OMC ou d'autres acteurs tels que l'UE et le Japon⁶⁰.

Ainsi, après s'être intéressé au protectionnisme fédéral qui peut être qualifié de « visible », la suite de cette étude portera sur le protectionnisme américain « moins visible ». Dans cette dernière catégorie, se distinguent le protectionnisme des États fédérés ainsi que le protectionnisme déguisé.

⁵⁹ Entretien avec Christian Deblock, Directeur de recherche au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

⁶⁰ Barthélémy Courmont et Claire Bouillet, « *Les Etats fédérés américains, acteurs de la politique étrangère* », IRIS, 2 novembre 2016

La mise sous les projecteurs du protectionnisme des Etats fédérés et du protectionnisme déguisé

Chapitre 1 : Les lois spécifiques protectionnistes des Etats fédérés

La Dormant Commerce Clause, le fondement du protectionnisme des Etats fédérés

La *Dormant Commerce Clause* est d'origine prétorienne. La Cour Suprême des Etats-Unis a déduit de la *Commerce Clause* une interdiction à l'égard des Etats fédérés de prendre des mesures discriminatoires ou de nature protectionniste, entravant le commerce interétatique⁶¹.

La *Commerce Clause* donne le pouvoir au Congrès d'intervenir dans la régulation du commerce entre les Etats fédérés. C'est en cas de litige entre deux Etats fédérés qu'elle joue un rôle majeur. Les litiges sont généralement portés devant les tribunaux, où les juges prennent le relais. La *Commerce Clause* est rédigée en des termes larges, signifiant ainsi que les juges disposent d'une marge d'interprétation relativement étendue.

De cette interprétation a émergé la *Dormant Commerce Clause*. Les juges partent d'une règle fédérale générale pour résoudre un cas réel précis. Afin de répondre à ces problèmes pratiques, les juges ont développé un arsenal prétorien qui pose des limites au commerce interétatique : par exemple, l'interdiction pour une mesure d'un Etat fédéré d'être discriminatoire ou « protectionniste » à l'égard d'un autre Etat fédéré. En termes simples, une entreprise de l'Etat de New York doit pouvoir venir concurrencer librement une entreprise de l'Etat du New Jersey dans l'Etat du New Jersey.

La Cour Suprême des Etats-Unis a interprété la *Dormant Commerce Clause* afin d'interdire à un Etat d'imposer des obligations fiscales (taxe sur l'utilisation et la vente) aux vendeurs qui ne sont pas présents physiquement. Alors qu'un vendeur réside dans ce même Etat doit payer la taxe pour un e-commerce similaire. Les juges ont ici fait application de la doctrine *Quill*, qui considère qu'une telle loi serait une surcharge injuste dans le commerce interétatique. Les juges sembleraient frileux à rééquilibrer cette situation en faveur d'une réalité économique qu'est le développement du e-commerce.

Le Dakota du Sud avait voté une loi (*Senate Bill 206*) qui imposait aux e-commerçants non-localisés dans l'Etat du Dakota du Sud de payer la taxe d'utilisation au *Department of Revenue of South Dakota*. Le Juge *Severson* de la Cour Suprême du Dakota du Sud a considéré la *Senate Bill 206* comme inconstitutionnelle car liée par une jurisprudence de la Cour Suprême des Etats-Unis⁶². Cette décision indique que la *Commerce Clause* donne un « pouvoir exclusif » au Congrès pour réglementer le commerce interétatique, assurant « une économie dépourvue d'une confusion interétatique non-justifiable », ce qui reviendrait à surcharger indument le commerce entre Etats⁶³. La Cour Suprême des Etats-Unis a rendu un *certiorari*⁶⁴ ordonnant l'invalidation de la *Senate Bill 206*⁶⁵.

La réappropriation du protectionnisme fédéral par les Etats fédérés

New York Buy American Act : « Tous les contrats d'une valeur supérieure à un million de dollars (...) doit contenir une disposition stipulant que la structure en fer et en acier de construction utilisée ou fournie dans le cadre du contrat ou toute sous-traitance de celle-ci et incorporée de manière

⁶¹ <https://www.stanfordlawreview.org/online/kill-quill-keep-dormant-commerce-clause/>

⁶² *National Bellas Hess, Inc. v. Department of Revenue*

⁶³ <https://harvardlawreview.org/2018/05/state-v-wayfair-inc/>

⁶⁴ Révision obligatoire de la loi car demandée par une cour supérieure

⁶⁵ *State v. Wayfair Inc.*, 901 N.W.2d 754 (S.D. 2017), cert. granted, No. 17-494, 2018 WL 386568 (U.S. Jan. 12, 2018)

permanente dans cette route ou ce pont en surface doit être produite ou faite en tout ou en partie aux États-Unis, leurs territoires ou leurs possessions. Dans le cas d'un produit en fer ou en acier de construction, toute la fabrication doit avoir lieu aux États-Unis, de la première fusion à l'application de revêtements ».

Exceptions : les dispositions de cet article ne s'appliquent pas si elles mettent en danger le financement fédéral du projet, ne correspondent pas à l'intérêt public, entraîneraient des coûts déraisonnables, l'acier et le fer de construction ne peuvent être produits en quantités suffisantes aux États-Unis.

« Tous les contrats d'achat de fournitures, de matériel ou d'équipement entraînant une dépense estimée à plus de cinquante mille dollars doivent prévoir (...) que ces composants en acier doivent être produits ou fabriqués en totalité ou une partie substantielle aux États-Unis, ses territoires ou ses possessions. Tous les contrats de plus de cent mille dollars pour la construction, la reconstruction, la transformation, la réparation, l'entretien ou l'amélioration de travaux publics doivent exiger que tous les éléments de charpente en acier, d'armature ou autres éléments en acier importants soient : produites ou fabriquées en tout ou en partie aux États-Unis, leurs territoires ou leurs possessions ».

- Le *NY Buy American Act*⁶⁶ renforce les dispositions insérées dans le *Buy American Act* au niveau de l'Etat fédéral. L'Etat de NY s'est donc en quelque sorte « réapproprié » au niveau fédéral ce qui avait été édicté au niveau fédéral.
- Ce qui a été édicté au niveau fédéral :
 - *Buy American Act 1933* : impose l'achat de biens produits sur le territoire américain pour des projets prévus par le gouvernement américain/institutions/agences américaines, et encourage à acheter américain pour privilégier l'industrie nationale américaine.
 - *Buy America Act 1982* : section 165 of the *Surface Transportation Assistance Act*, concerne les projets/achats effectués par des tiers qui utilisent des fonds provenant du Département du Transport relatifs aux transports ferroviaire et routier, tels que la construction d'autoroutes, de voies ferrées ou de systèmes de transport en commun rapides.
 - *Buy American provision 2009* : limite les financements de projets nécessitant seulement du fer, de l'acier et des biens produits aux États-Unis. L'objectif était de favoriser la création d'emploi pour les petites entreprises, afin que les investissements publics (fonds procurés par le Département du Transport par exemple) ne bénéficient pas aux entreprises étrangères mais plutôt aux entreprises nationales.
- *NY Buy American Act December 15th, 2017* : à partir du 1^{er} avril 2018, tous les contrats relatifs aux projets d'infrastructures financés par l'agence du transport new yorkais (construction, reconstruction, altération, réparation, maintenance ou améliorations) dépassant 1 million de dollars doivent contenir une disposition indiquant que les structures de fer et d'acier des constructions incorporées de façon permanente dans les routes ou ponts de surface doivent être produits en tout ou en partie aux États-Unis.

Texas Buy American Act : « Concernant l'achat de produits sidérurgiques fabriqués aux États-Unis pour la réalisation de certains projets d'entités gouvernementales. Les entités concernées sont :

⁶⁶https://assembly.state.ny.us/leg/?default_fld=&leg_video=&bn=A08427&term=2017&Summary=Y&Actions=Y&Memo=Y&Text=Y&fbclid=IwAR2WEgyNZnSQcx2oLxyrva2NXRZJ9bLwgBwrymS4v9Z5QnCPVaDnxUafAWU

l'Etat, un conseil, une commission, un département, un bureau ou toutes autres branches exécutives du gouvernement de l'Etat du Texas. Les projets concernés sont tous les contrats passés entre un organisme gouvernemental et une entreprise dans le but de construire, rénover ou modifier toute structure ou infrastructure, y compris une route ou une autoroute (...). Les entités gouvernementales sont tenues d'utiliser pour la réalisation de leurs projets de l'acier et du fer fabriqué aux Etats Unis même si cette obligation augmente le coût total du projet de 20%. Les entités étatiques ne seront pas tenues de respecter ces dispositions si les matériaux produits aux Etats Unis ne peuvent pas être livrés en quantité suffisante, ne sont pas raisonnablement disponible ou ne sont pas de qualité satisfaisante (...). Les composants, équipement et systèmes électriques ne sont pas considérés comme des produits de fer ou d'acier et sont donc exemptés des exigences de la section ».

- Le *Texas Buy American Act*⁶⁷ (comme le *New York Buy American Act*) renforce les dispositions insérées dans le *Buy American Act*. L'Etat du Texas s'est donc en quelque sorte « réapproprié » au niveau fédéré ce qui avait été édicté au niveau fédéral.
- *Texas Buy American Act May 3th, 2017* : à partir du 1^{er} septembre 2017, tous les contrats relatifs aux projets d'infrastructures financés par les administrations de l'Etat du Texas doivent contenir une disposition indiquant que les structures de fer et d'acier des constructions, rénovations ou modifications des infrastructures publiques, doivent être fabriquées aux Etats-Unis, même si cette exigence augmente le coût total du projet de 20%.

⁶⁷ <https://capitol.texas.gov/tlodocs/85R/billtext/pdf/SB01289I.pdf#navpanes=0>

Chapitre 2 : Le protectionnisme déguisé

Etude de cas : Boeing vs EADS

En 2002, le Pentagone lance un appel d'offres pour un contrat qui vise à renouveler la flotte d'avions ravitailleurs de l'armée de l'air américaine.

Boeing gagne la première manche face à la filiale du groupe Airbus, EADS. En 2003, un scandale de corruption vient remettre en cause les circonstances de l'attribution du contrat. C'est John McCain, sénateur de l'Arizona, qui apporte la preuve⁶⁸ que Boeing a été favorisé. Le contrat a donc été suspendu.

Des responsables de Boeing et de l'armée de l'Air ont été condamnés à des peines de prison et le PDG Phil Condit a dû démissionner⁶⁹ tandis que son directeur financier Michael Sears a été licencié⁷⁰. Boeing a été condamné à verser une amende de 615 millions de dollars pour clore cette enquête.

Trois ans plus tard, un nouvel appel d'offres est lancé. En ayant tout misé sur leur avion KC 45, le nouveau consortium composé de l'Européen EADS et de l'américain Northrop Grumman, réussissent à décrocher le contrat d'une valeur de 35 milliards de dollars pour 179 avions ravitailleurs.

Boeing a contesté les conditions d'attribution du contrat devant la Cour des comptes américaine. Cette dernière lui a donné raison, conduisant à sa remise en cause. Le Pentagone a ainsi annulé sa commande pour laisser le dossier à la prochaine administration.

En février 2010, à l'occasion d'un troisième appel d'offres, le groupe américain d'industrie de défense Northrop Grumman et son partenaire européen Airbus dénoncent une compétition biaisée⁷¹, accusant l'administration américaine d'avoir reformulé le cahier des charges de manière à favoriser le KC-767 de Boeing.

Suite à cette annonce, la France et la Commission Européenne accusent le gouvernement américain de fausser la concurrence : « *manifestement la pression politique a été telle qu'on a fait un appel d'offres sur mesure pour Boeing* »⁷². En avril 2010, Barack Obama a promis une compétition juste et équitable si EADS consentait à concourir de nouveau. Le 25 février 2011, l'armée américaine annonce que le groupe Boeing remporte⁷³ le marché portant sur le renouvellement des avions ravitailleurs.

Protectionnisme déguisé au niveau des Etats fédérés : le prétexte du recyclage

Boeing vs EADS n'est pas le seul exemple de protectionnisme déguisé aux Etats-Unis, même s'il est le plus flagrant. D'autres types de protectionnisme déguisé peuvent être observés au niveau des Etats fédérés. C'est notamment le cas dans avec une loi de l'Etat de New York. En effet, ce dernier a légiféré pour accorder à certaines entreprises des privilèges. Lors d'un appel d'offre, l'administration doit privilégier une entreprise qui utiliserait, pour fabriquer ses produits, *a minima* 50% de matières

⁶⁸ https://lexpansion.lexpress.fr/entreprises/la-longue-bataille-des-avions-ravitailleurs-americains_1384171.html

⁶⁹ <https://www.france24.com/fr/20080311-boeing-eads-northrop-contrat-avion-ravitailleur-depot-plainte/>

⁷⁰ https://www.lesechos.fr/10/09/2008/lesechos.fr/300291733_les-avions-ravitailleurs---un-mega-contrat-a-l-histoire-entachee-de-scandales.htm

⁷¹ <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20100708trib000528886/ravitailleurs-americains-eads-depose-son-offre.html>

⁷² <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/03/12/97002-20100312FILWWW00867-ravitailleurs-aucun-protectionnisme.php>

⁷³ <http://www.leparisien.fr/economie/avions-ravitailleurs-boeing-remporte-le-contrat-du-siecle-25-02-2011-1330711.php>

recyclées provenant des déchets de l'Etat de New York⁷⁴. Une entreprise remplissant ce critère pourra être choisie lors d'un appel d'offre, et ce même si elle propose des prix jusqu'à 10% plus élevés que ses concurrents. Cette loi ne laisse, de prime abord, pas apparaître de caractère protectionniste. En regardant ce privilège de plus près, il devient évident que les entreprises pouvant disposer des déchets de l'Etat de New York pour pouvoir les recycler sont bien évidemment les entreprises de ce même Etat. Il s'agit donc d'un protectionnisme déguisé permettant d'accorder aux entreprises de l'Etat de New York de proposer une offre 5% plus chère que celle d'une entreprise extérieure à l'Etat et pourtant être légalement assurée de remporter le marché.

Ce genre de pratique se retrouve notamment dans l'Etat de Californie. En effet, lors d'un appel d'offre, une entreprise utilisant dans la fabrication de ses produits des pneus recyclés provenant de l'Etat, sera privilégiée⁷⁵. Dans le même cas que celui mentionné ci-dessus, une entreprise respectant une telle exigence sera légalement sûre d'être choisie tout en pratiquant des prix plus importants (jusqu'à 5% plus chers).

⁷⁴<https://www.oregon.gov/layouts/OID.SharePoint.ListViewer/Viewer.aspx?ID=32&IsDlg=1&List=ReciprocalPreference&Url=http://www.oregon.gov/das/Procurement&Template=/ListViewerTemplate/ReciprocalPreference2.html>

⁷⁵<https://www.oregon.gov/layouts/OID.SharePoint.ListViewer/Viewer.aspx?ID=5&IsDlg=1&List=ReciprocalPreference&Url=http://www.oregon.gov/das/Procurement&Template=/ListViewerTemplate/ReciprocalPreference2.html>

Conclusion

	Tie bid preference (Lors d'un appel d'offre, à position égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégiée par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégiée.)	Protectionisme Matières Premières (toutes confondues)	Protectionisme Agricole (Culture et Élevage)	Protectionisme Minerais / Hydrocarbures	Protectionisme haléutique	Protectionisme sylvicole	Protectionisme industrie en général	Protectionisme industrie automobile	Protectionisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionisme Industrie Agroalimentaire et Restauration	Protectionisme dans le recyclage	Protectionisme Construction	Protectionisme Santés (secteur tertiaire)	Protectionisme Étatique / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômage, anciens combattants etc.)	Nets sur 4
Alabama (AL)	X	5%	X					X						X	15% Les entreprises employant de la main d'œuvre en Alaska se verront privilégiées lors d'un appel d'offre, et ce même si leur offre est 15% plus chère que l'une de ses concurrentes "extraterritoriale".	1/4
Alaska (AK)		5% Une préférence supplémentaire de 10% peut être ajoutée en fonction des circonstances (donc 15%).		7%		7%	7%	7%				5%			5% Les entreprises possédées par des anciens combattants d'Alaska se verront privilégiées lors d'un appel d'offre, et ce même si leur offre est 5% plus chère que l'une de ses concurrentes "extraterritoriale".	4/4
Arizona (AZ)		Préférence aux petites entreprises pour un montant de moins de 100.000\$. En cas d'égalité des offres, l'agence étatique concernée procédera à un tirage au sort.														1/4
Arkansas (AR)		15% De préférence au profit de l'industrie pénitencière de l'Arkansas par rapport à celle des autres Etats.														1/4
Californie (CA)	X											5% Lors d'un appel d'offre, les entreprises utilisant dans la fabrication de leurs produits des matériaux reçus (provenant de Californie) seront privilégiées, et ce même si leur offre est plus chère de 5% par rapport à l'offre d'un concurrent.			5% Lors d'un appel d'offre dans le domaine de la construction et des services, une PME basée en Californie sera privilégiée, et ce même si son offre est plus chère de 5% par rapport à son concurrent, dans une limite de 100.000\$.	2/4

Etats Fédérés	The bid preference (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficiera d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégiée.)	Protectionnisme Métiers Premières (toutes confondues)	Protectionnisme Agricole (Culture et Élevage)	Protectionnisme Minéraux / Hydrocarbures	Protectionnisme haléutique	Protectionnisme sylviculture	Protectionnisme Industrie en général	Protectionnisme Industrie automobile	Protectionnisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionnisme Industrie Agricole et Restauration	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Étatique / Description Positive au profit de: (emploi, minorités, chômeur, anciens combattants etc.)	Note sur 4
Caroline du Nord (NC)	X	Tout organisme public et étatique doit privilégier, dans la mesure du possible tout produit venant de la Caroline du Nord.	X					X						5%		3/4
Caroline du Sud (SC)	X	7% S'applique à tous les domaines sauf pour les achats de véhicules à moteur. Le domaine de la construction, les achats de moins de 10000\$ ou si la vente ne concerne qu'un seul article d'un prix supérieur à 50000\$														2/4
Colorado (CO)	X	5%														2/4
Connecticut (CT)	X							Les organismes publics sont tenus d'acheter les produits nécessaires à leur fonctionnement auprès d'entreprises dont l'Etat détient une part ou capital.	X			10%		X	10% Pour l'achat de certains biens ou services, les micro-entreprises seront privilégiées par rapport à d'autres entreprises extérieures à l'Etat même si leurs prix sont supérieurs jusqu'à 10% de plus). 15% Pour l'achat de certains biens ou services, les micro-entreprises détenues par des anciens combattants seront privilégiées par rapport à d'autres entreprises extérieures à l'Etat même si leurs prix sont supérieurs jusqu'à 15% de plus).	3/4
Dakota du Nord (ND)	X		X								X	X	X	X		3/4
Dakota du Sud (SD)	X			5% Sur le lait et les produits laitiers.				X						X		3/4

Etats fédérés	Tie bid préférence (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Préférence (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à X% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégié.)	Protectionnisme Matières Premières toutes confondues	Protectionnisme Agricole (Culture et Élevage)	Protectionnisme Minerais / Hydrocarbures	Protectionnisme halieutique	Protectionnisme sylviculture	Protectionnisme Industrie en général	Protectionnisme industrie automobile	Protectionnisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionnisme Industrie Agroalimentaire et Restauration	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Etatique / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômeur, anciens combattants etc.)	Note sur 4
Idaho (ID)	X	Dans un cas de sous-traitance, la préférence sera accordée aux produits de production locale et nationale ou aux entreprises basées en Idaho.	Usage du droit de réciprocité.					Usage du droit de réciprocité.		10% Les administrations sont tenues, pour leurs travaux d'impression, de relure et de papeterie, de privilégier les entreprises domiciliées dans l'Idaho, même si ces dernières sont 10% plus chères que leurs concurrentes "extraterritoriales".		Usage du droit de réciprocité.	Usage du droit de réciprocité.		2/4	
Illinois (IL)	X		X	20% D'ici à 2020 l'objectif de l'Illinois est que 20% de tous les produits alimentaires achetés par l'Etat soient des produits agricoles ou alimentaires locaux.	10% Les administrations sont tenues d'acheter du charbon issu de mines de l'Illinois, même si ce dernier est plus cher de 10% que le charbon extrait dans les autres Etats.			Les produits fabriqués aux Etats-Unis sont privilégiés.			X	X	Les produits fabriqués aux Etats-Unis sont privilégiés.		3/4	
Indiana (IN)															0/4	
Iowa (IA)	X														1/4	
Kansas (KS)	X														1/4	
Kentucky (KY)	X		X					X						X	3/4	

Etats fédérés	The bid preference (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégié.)	Protectionnisme Matières Premières toutes confondues	Protectionnisme Agricole (Culture et Elevage)	Protectionnisme Minéraux/ Hydrocarbures	Protectionnisme halieutique	Protectionnisme sylviculture	Protectionnisme industrie en général	Protectionnisme industrie automobile	Protectionnisme Reprographie/ Edition/ Impression	Protectionnisme Industrie Agroalimentaire et Restauration	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Etatique / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômeur, anciens combattants etc.)	Note sur 4
Louisiane (LA)	X	Les produits fabriqués en Louisiane ou à défaut aux Etats-Unis sont privilégiés.	10% Tous les produits agricoles ou forestiers doivent être fabriqués ou transformés en Louisiane, et ce même s'ils sont 10% plus chers que les produits agricoles ou forestiers provenant des autres Etats.	oeufs, ovoproduits, viande, viande transformée à partir d'animaux vivants.		Fruits de mer, écrevisses et produits fabriqués à partir des fruits de mer, poissons-chats.	Le bois et le papier doivent être fabriqués ou transformés en Louisiane.	5% Les administrations de Louisiane sont tenues, de privilégier le achat de produits fabriqués aux Etats-Unis à défaut de l'application de la préférence pour un produit fabriqué en Louisiane, même si ces derniers sont plus chers de 5%.					10% Les administrations, dans leurs projets de construction, de rénovation ou d'entretien de routes et bâtiments publics, sont tenues d'utiliser de l'acier et du fer transformé en Louisiane, même si ces derniers sont plus chers de 10% plus chers.	5% Les administrations de l'Etat de Louisiane sont tenues, lors de l'organisation de foires agricoles, de passer par des sociétés d'événementiel de Louisiane et ce même si ces dernières sont plus chères de 5% par rapport à leurs concurrentes "extraterritoriales".		4/4
Maine (ME)	X															1/4
Maryland (MD)	X															1/4
Massachusetts (MA)	X															1/4

Etats Fédérés	Tie bid preference (Lors d'un appel d'offre, à proportion égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à X% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégié.)	Protectionnisme Matières Premières (toites confondues)	Protectionnisme Agricole (Culture et Elevage)	Protectionnisme Minerais / Hydrocarbures	Protectionnisme Halieutique	Protectionnisme Sylviculture	Protectionnisme Industrie en général	Protectionnisme Industrie automobile	Protectionnisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionnisme Industrie Alimentaire et Restauration	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Etatique / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorités, chômeur, anciens combattants etc.)	Notes sur 4
Michigan (MI)	X									Toute impression pour les services publics de l'Etat doit être réalisée par des entreprises locales. Sauf pour les: primaires, publications juridiques, tracts électora ux.				1/4	
Minnesota (MN)	X	6%					LES administrations doivent, dans la mesure du possible, acheter du papier fabriqué au Minnesota.		Les véhicules tout terrain de l'administration des ressources naturelles doivent être construits au Minnesota.					6% Pour l'achat de certains biens ou services, les PME et entreprises détenues par des anciens combattants seront privilégiés par rapport à d'autres entreprises extérieures à l'Etat même si leurs prix sont supérieurs (jusqu'à 6% de plus).	3/4
Mississippi (MS)	X		Dans le domaine de la construction publique, la résine, la laque, la gomme ester, la peinture et la ther ébentine doivent être produites au Mississippi.									X		2/4	
Missouri (MO)	X		Lors d'un achat public, tous les biens de consommation, les biens miniers, les produits transformés ou cultivés dans le Missouri seront privilégiés si le prix est à peu près équivalent.	X	X	X		X	X	X	X	X	X	3% Lors d'un appel d'offre, l'offre d'une entreprise détenue par un ancien combattant invalide sera privilégiée, même si elle est 3% plus chère.	4/4

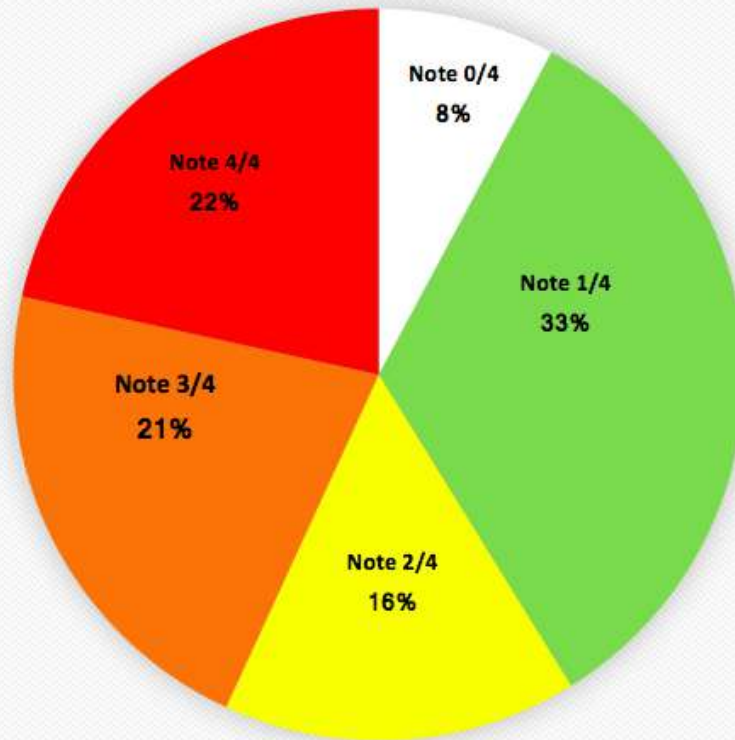
Etats fédérés	Tous les bids preference (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à X% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégié.)	Protectionnisme Matières Premières (laines, confiserie)	Protectionnisme Agricole (Culture et Elevage)	Protectionnisme Minerais / Hydrocarbures	Protectionnisme halieutique	Protectionnisme sym/culture	Protectionnisme industrie en général	Protectionnisme industrie automobile	Protectionnisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionnisme Industrie Agroalimentaire et Ressourcement	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (accour tarifaire)	Protectionnisme Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômage, anciens combattants etc.)	Notes sur 4
Montana (MT)		Pour les entreprises utilisant des matériaux américains.													3% A offre à peu près équivalente (3%) un avantage citoyen de l'Etat est prioritaire dans l'achat d'un terrain appartenant à l'Etat fédéré.	1/4
Nebraska (NE)	X														A offre égale lors d'un marché public, un ancien combattant invalide sera privilégié.	1/4
Nevada (NV)	X	5% (uniquement sur un appel d'offre supérieur à 250 000\$).														3/4
New Hampshire	X															1/4
New Jersey (NJ)																0/4
New York (NY)	X			Une entreprise extérieure à l'Etat de New York ne peut pas rentrer sur le marché du lait en pratiquant des prix plus bas que ceux des producteurs locaux.								15% Lors de l'achat de biens fabriqués à partir de produits recyclés, l'entreprise utilisant au moins 50% de matières recyclées issues des déchets de l'Etat de New York sera privilégiée même si elle est plus chère de 15%.	Les entreprises administratives, dans leurs projets de construction, de rénovation ou d'entretien des routes et ponts, sont tenues d'utiliser de la pierre et du fer d'origine américaine, sauf si cette exigence entraîne des coûts déraisonnables.			3/4
Nouveau-Mexique (NM)	X														Les entreprises détenues par des anciens combattants seront privilégiées lors d'un appel d'offre (par appréciation de l'administration)	1/4

Etats fédérés	Tiê bid préférence (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Préférence (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concerné sera privilégié.)	Protectionnisme Matières Premières (toutes confondues)	Protectionnisme Agricole (Culture et Elevage)	Protectionnisme Minéraux / Hydrocarbures	Protectionnisme Électrique	Protectionnisme Agriculture	Protectionnisme Industrie générale	Protectionnisme Industrie automobile	Protectionnisme Édition / Impression	Protectionnisme Industrie Agroalimentaire et Restauration	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Établie / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômeur, anciens combattants etc.)	Note sur 4
Ohio (OH)		5%	X	X	Les minéraux doivent être issus des mines de l'Ohio ou des États frontaliers sauf le Michigan et l'Indiana.	X	X	X	X	Privilège accordés aux entreprises de l'Ohio et de ses États frontaliers sauf le Michigan.	X	X	X	X	Une entreprise détenue par un ancien combattant sera toujours privilégiée lors d'un appel d'offre (sauf s'il s'agit d'un surcoût manifestement excessif).	4/4
Oklahoma (OK)					Production de bois de l'Oklahoma privilégiée si la différence de prix est non substantielle.								Préférence donnée à la main d'œuvre et aux matériaux de construction produit en Oklahoma.		3% Lors d'un appel d'offre, une entreprise détenue par un ancien combattant invalide sera privilégiée même si son offre est de 3% plus chère que son concurrent.	1/4
Oregon (OR)	X		10% L'administration de l'Oregon peut privilégier l'achat de matières premières locales jusqu'à 10% plus cher que les produits "extraterritoriaux".					10% L'administration de l'Oregon peut privilégier l'achat de produits manufacturés locaux jusqu'à 10% plus cher que les produits manufacturés "extraterritoriaux".		Tous les documents administratifs doivent être imprimés dans l'Etat.		Toutes les administrations doivent privilégier l'achat de biens de consommation faits à partir de déchets recyclés dans l'Oregon par rapport aux autres.			Les administrations de l'Oregon peuvent privilégier des entreprises détenues par des anciens combattants invalides lors des appels d'offre pour des marchés publics de moins de 50 000\$.	4/4
Pennsylvanie (PA)	X				Les systèmes de chauffage des administrations doivent être alimentés par des hydrocarbures issus des exploitants de Pennsylvanie.				Les véhicules à moteurs utilisés par les administrations doivent provenir d'Amérique du Nord uniquement.							4/4
Rhode Island (RI)	X															1/4

Etats Fédérés	Tie bid preference (Lors d'un appel d'offre, à proportion égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Préférence (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concernée sera privilégiée.)	Protectionnisme Matières Premières (toutes confondues)	Protectionnisme Agricole (Culture et Élevage)	Protectionnisme Minéraux / Hydrocarbures	Protectionnisme Industrielle	Protectionnisme Agriculture et Restauration	Protectionnisme dans le recyclage	Protectionnisme Construction	Protectionnisme Services (secteur tertiaire)	Protectionnisme Statique / Discrimination Positive au profit de (emploi, minorité, chômeur, anciens combattants etc.)	Notes sur 4
Tennessee (TN)	X		Les administrations sont tenues de privilégier l'achat de produits agricoles issus du Tennessee si le prix est équivalent ou inférieur.		Les administrations sont tenues d'acheter du charbon issu des mines du Tennessee si le dernier est d'un prix égal ou inférieur à celui pratiqué par les entreprises issues d'autres Etats.	Lors d'un achat de viande ou de produit carné, les administrations et les lieux publics doivent privilégier les produits issus de l'élevage au Tennessee.				Les administrations sont tenues de faire appel à des sociétés de services domiciliées au Tennessee si ces dernières proposent des tarifs similaires ou inférieurs pour une qualité équivalente.		2/4
Texas (TX)	X	Lors d'un appel d'offre, si une entreprise texane et une entreprise d'un autre Etat entrent en concurrence, un privilège de x% pourra être accordé si l'Etat d'origine de la société concurrente attribue de tels privilèges dans des cas similaires.							20% Les administrations, dans leurs projets de construction, de rénovation ou d'entretien des routes et bâtiments publics, sont tenues d'utiliser de l'acier et du fer d'origine américaine, même si ces derniers sont 20% plus chers.			3/4
Utah (UT)	X											1/4
Vermont (VT)	X											1/4
Virginie (VA)	X	Lors d'un appel d'offre, si une entreprise de Virginie et une entreprise d'un autre Etat entrent en concurrence un privilège de x% pourra être accordé si l'Etat d'origine de la société concurrente attribue de tels privilèges dans des cas similaires.			4% Les administrations sont tenues, dans leur achat de charbon, de privilégier le charbon issu des mines de Virginie, même si le prix est supérieur de 4% à une offre issue d'une entreprise d'un autre Etat.							2/4

Etats Fédérés	Tie bid preference (Lors d'un appel d'offre, à proposition égale, l'entreprise venant de l'Etat concerné sera privilégié par rapport à une entreprise dite « extraterritoriale ».)	Preference (Lors d'un appel d'offre, une entreprise issue de l'Etat concerné bénéficie d'une marge, si le prix proposé n'est pas supérieur à x% de la plus basse offre responsable, alors l'offre de l'entreprise issue de l'Etat concernée sera privilégiée.)	Protectionisme Métaux / Premières (toutes contenues)	Protectionisme Agricole (Culture et Elevage)	Protectionisme Minéraux / Hydrocarbures	Protectionisme Halieutique	Protectionisme Sylviculture	Protectionisme Industrie en général	Protectionisme Industrie automobile	Protectionisme Reprographie / Edition / Impression	Protectionisme Industrie Agroalimentaire et Restauration	Protectionisme dans le recyclage	Protectionisme Construction	Protectionisme Services secteur tertiaire	Protectionisme Ethnique / Discrimination Positive au profit de: (emploi, minorité, chômeur, anciens combattants etc.)	Note sur 4
Virginie-Occidentale (WV)		1% à 2%													Lors d'un appel d'offre, une entreprise détenue par un ancien combattant sera privilégiée même si son offre est 3% plus chère que son concurrent.	2/4
Washington (WA)															Lors d'un appel d'offre, à prix égal ou inférieur, une entreprise ou les administrations devront privilégier l'offre d'une entreprise employant ou sollicitant le travail de détenus de l'Etat de Washington.	0/4
Wisconsin (WI)		Seulement si une préférence est accordée au concurrent "extraterritorial" dans son Etat ou pays étranger.														0/4
Wyoming (WY)	X	5% Lors d'un appel d'offre sur tous types de produits, les administrations sont tenues de privilégier les entreprises de l'Etat du Wyoming même si ces dernières sont plus chères de 5%						5% Lors d'un appel d'offre sur tous types de produits les administrations sont tenues de privilégier les entreprises de l'Etat du Wyoming même si ces dernières sont plus chères de 5%.			10% Les administrations sont tenues de sous-traiter (si sous-traitement) à leurs impressions, éditions et reprographes aux entreprises du Wyoming même si ces dernières sont plus chères de 10%.		5% Lors d'un appel d'offre sur tous types de constructions, les administrations sont tenues de privilégier les entreprises de l'Etat du Wyoming même si ces dernières sont plus chères de 5%.			4/4
Washington DC		2% à 10% 10% pour les entreprises résidentes de longue date.	X					X					X			4/4

Représentation graphique de la répartition du niveau de protectionnisme au niveau des Etats Fédérés



Bibliographie :

- « Acier : Obama joue la carte du protectionnisme - Les Echos ». Consulté le 12 novembre 2018. https://www.lesechos.fr/20/05/2016/LesEchos/22195-078-ECH_acier---obama-joue-la-carte-du-protectionnisme.htm.
- Adams, William James, and Joel Dirlam. "Le protectionnisme et l'industrie sidérurgique des Etats-Unis." *Revue d'économie industrielle* 1, no. 1 (1977): 27–36. <https://doi.org/10.3406/rei.1977.1849>.
- « Aux Etats-Unis, une nouvelle loi bloque Huawei et ZTE - Les Echos ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/0302115388875-aux-etats-unis-une-nouvelle-loi-bloque-huawei-et-zte-2198009.php>.
- « Avions ravitailleurs : Boeing remporte le contrat du siècle - Le Parisien ». Consulté le 12 novembre 2018. <http://www.leparisien.fr/economie/avions-ravitailleurs-boeing-remporte-le-contrat-du-siecle-25-02-2011-1330711.php>.
- « Boeing dépose sa plainte dans l'affaire des ravitailleurs ». France 24, 11 mars 2008. <https://www.france24.com/fr/20080311-boeing-eads-northrop-contrat-avion-ravitailleur-depot-plainte/>.
- « Boeing dépose sa plainte dans l'affaire des ravitailleurs - France 24 ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.france24.com/fr/20080311-boeing-eads-northrop-contrat-avion-ravitailleur-depot-plainte/>.
- "Buy America." Text. Federal Transit Administration, December 16, 2015. <https://www.transit.dot.gov/buyamerica>.
- "Buy American' Law Changes How Texans Buy Iron and Steel." Texas Construction Law Blog, August 25, 2017. <https://www.texasconstructionlawblog.com/2017/08/buy-american-law-changes-how-texans-buy-iron-and-steel/>.
- « **California - 11/11/2018** ». Consulté le 12 novembre 2018. https://www.oregon.gov/_layouts/OID.SharePoint.ListViewer/Viewer.aspx?ID=5&IsDlg=1&List=Reciprocalpreference&Url=http://www.oregon.gov/das/Procurement&Template=/ListViewerTemplate/Reciprocalpreference2.html.
- « carayon.pdf ». Consulté le 12 novembre 2018. <http://strategique.free.fr/analyses/carayon.pdf>.
- « Cloud Act, l'offensive Américaine Pour Contrer Le RGPD ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://portail-ie.fr/analysis/1902/cloud-act-loffensive-americaaine-pour-contrer-le-rgpd>.
- « Définition de extraterritorialité ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/extraterritorialite.html>.
- Hatch, Orrin. « Text - S.2383 - 115th Congress (2017-2018): CLOUD Act ». Webpage, 2 juin

2018. <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/senate-bill/2383/text>.
- « H.R. 4943 – Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act (CLOUD Act) | National Security Archive ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://nsarchive.gwu.edu/news/cybervault/2018-04-02/hr-4943-clarifying-lawful-overseas-use-data-act-cloud-act>.
- « i0757.pdf ». Consulté le 12 novembre 2018. <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/europe/rap-info/i0757.pdf>.
- « La longue bataille des avions ravitailleurs américains - L'Express L'Expansion ». Consulté le 12 novembre 2018. https://lexpansion.lexpress.fr/entreprises/la-longue-bataille-des-avions-ravitailleurs-americains_1384171.html.
- « L'accord entre l'Europe et le Vietnam doit être ratifié | Contrepoints ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.contrepoints.org/2018/11/06/329613-laccord-entre-europe-et-le-vietnam-doit-etre-ratifie>.
- « Les avions ravitailleurs : un méga-contrat à l'histoire entachée de scandales - Les Echos ». Consulté le 12 novembre 2018. https://www.lesechos.fr/10/09/2008/lesechos.fr/300291733_les-avions-ravitailleurs---un-mega-contrat-a-l-histoire-entachee-de-scandales.htm.
- « L'extraterritorialité en matière économique | Association des Américains Accidentels ». AssoConnect. Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.americains-accidentels.fr/page/222262-l-extraterritorialite-en-matiere-economique>.
- « Martre - Rapport du Groupe « Intelligence économique et str.pdf ». Consulté le 12 novembre 2018. https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/information-strategique-sisse/rapport-martre.pdf.
- Martre, Henri. « Rapport du Groupe « Intelligence économique et stratégie des entreprises » », s. d., 167.
- « N° 4082 - Rapport d'information de Mme Karine Berger déposé en application de l'article 145 du règlement en conclusion des travaux de la mission d'information commune sur l'extraterritorialité de la législation américaine ». Consulté le 12 novembre 2018. http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4082.asp#P668_149091.
- « New York - 11/11/2018 ». Consulté le 12 novembre 2018. https://www.oregon.gov/_layouts/OID.SharePoint.ListViewer/Viewer.aspx?ID=32&IsDlg=1&List=Reciprocalpreference&Url=http://www.oregon.gov/das/Procurement&Template=/ListViewerTemplate/Reciprocalpreference2.html.
- « New York State Assembly | Bill Search and Legislative Information ». Consulté le 12 novembre 2018. https://assembly.state.ny.us/leg/?default_fld=&leg_video=&bn=A08427&term=2017&Summary=Y&Actions=Y&Memo=Y&Text=Y&fbclid=IwAR2WEgyNZnSQcx2oLxyrva2NXRZJ9bLwgBwrymS4v9Z5QnCPVaDnxUafAWU.

- « Obama taxe les pneus chinois à l'import, Pékin réplique, Actualité des marchés - Investir- Les Echos Bourse ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://investir.lesechos.fr/marches/actualites/obama-taxe-les-pneus-chinois-a-l-import-pek-in-replique-167701.php>.
- « Omnibus Bill Definition ». Consulté le 12 novembre 2018. <http://www.duhaime.org/LegalDictionary/O/OmnibusBill.aspx>.
- « r17-5511.pdf ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.senat.fr/rap/r17-551/r17-5511.pdf>.
- « Ravitailleurs américains : EADS dépose son offre ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20100708trib000528886/ravitailleurs-americains-eads-depose-son-offre.html>.
- « Ravitailleurs: "aucun protectionnisme" ». FIGARO, 12 mars 2010. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2010/03/12/97002-20100312FILWWW00867-ravitailleurs-aucun-protectionnisme.php>.
- « RÈGLEMENT (UE) 2016/ 679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL - du 27 avril 2016 - relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/ 46/ CE (règlement général sur la protection des données) », s. d., 88.
- « RÈGLEMENT (UE) 2016 679 DU PARLEMENT EUROPÉEN.pdf ». Consulté le 12 novembre 2018. <content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0679&from=FR>.
- « Revel - 2012 - DEVELOPPER UNE INFLUENCE NORMATIVE INTERNATIONALE .pdf » . Consulté le 12 novembre 2018. <http://www.lemoci.com/media/rapport-revel-2013.pdf>.
- Revel, Claude. « DEVELOPPER UNE INFLUENCE NORMATIVE INTERNATIONALE STRATEGIQUE POUR LA FRANCE », 2012, 101.
- Review, Stanford Law. « Kill *Quill*, Keep the Dormant Commerce Clause ». Stanford Law Review, 9 mars 2018. <https://www.stanfordlawreview.org/online/kill-quill-keep-dormant-commerce-clause/>.
- « State of Oregon : Search Results : State of Oregon ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.oregon.gov/Pages/search-results.aspx?q=montana&fbclid=IwAR1FfICmC1AAmHIRZL4TAPbblll1ajQkUg39Psq6piQesJLTWgPL0MJ28xU>.
- « State v. Wayfair Inc. » Consulté le 12 novembre 2018. <https://harvardlawreview.org/2018/05/state-v-wayfair-inc/>.
- « The US v. Microsoft Supreme Court Case Has Big Implications for Data | WIRED ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.wired.com/story/us-vs-microsoft-supreme-court-case-data/>.
- « United States of America: \$12 billion subsidies to farmers in response to foreign retaliatory

- measures ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.globaltradealert.org/state-act/31225/united-states-of-america-12-billion-subsidies-to-farmers-in-response-to-foreign-retaliatory-measures>.
- « United States of America: \$46,301,702 rail project subject to Buy-American rules ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.globaltradealert.org/state-act/31807/united-states-of-america-46-301-702-rail-project-subject-to-buy-american-rules>.
- « United States of America: China Mobile blocked from the U.S. telecommunications market over national security concerns ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.globaltradealert.org/state-act/31038/united-states-of-america-china-mobile-blocked-from-the-u-s-telecommunications-market-over-national-security-concerns>.
- « United States of America: Supreme Court decision with extraterritorial implications for U.S. patent law ». Consulté le 12 novembre 2018. <https://www.globaltradealert.org/state-act/31142/united-states-of-america-supreme-court-decision-with-extraterritorial-implications-for-u-s-patent-law>.
- « USA: coup de frein au commerce de pneus chinois ». InfoSport. rts.ch, 12 septembre 2009. <https://www.rts.ch/info/economie/1061077-usa-coup-de-frein-au-commerce-de-pneus-chinois.html>.

Annexes

Annexe 1 : Alabama



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Scope of use	Under this preference law, the awarding authority may award a contract to a "preferred vendor" if the vendor was a responsible bidder, falls within one of the definitions of a "preferred vendor," and offers a price not more than 5% greater than the lowest responsible bid. (Not used on a routine basis).
---------------------	---

Date last verified

June 25, 2018

Annexe 2 : Alaska



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Qualified Alaskan bidders	A 5% reduction in the bid price or offer applies to all vendors who qualify as Alaska bidders, as defined in AS 36.30.990(2).
Additional evaluation criteria	2 AAC 12.260(e) provides Alaska offerors an additional 10% overall evaluation point preference (10% of the available points) if a numerical rating system is used - such as a Request for Proposal. Alaska bidders as defined in AS 36.30.990(2) are eligible for this preference.
Agricultural or fishery products	Award will go to the bidder who offers agricultural or fisheries products harvested in the state (or within the jurisdiction of the state) - provide they are available, of comparable quality, and priced not more than 7% higher than products harvested outside of the state (or outside the jurisdiction of the state). Agricultural products include dairy products, timber, lumber and products manufactured in the state from timber and lumber.
Alaska products	A 3%, 5%, or 7% reduction applies to the qualifying products value in a bid price or offer that designates the use of Alaska products. The applicable discount is dependent on what percent of the product being offered was produced or manufactured in the state.
Recycled products	A 5% reduction in the bid price or offer applies to all vendors who offer recycled products. The products must be on the DGS pre-approved recycled products list.
Employment program	Award will be given to the bidder that qualifies for the Alaska bidder preference, and is offering services through a qualified employment program as defined in AS 36.30.990(12), and is the lowest responsible and responsive bidder with a bid not more than 15% higher than the lowest bidder.
Additional preference	Award will be given to the bidder that qualifies for the Alaska bidder preference, and is a qualifying entity as defined in AS 36.30.321(d), and

Annexe 3 : Arizona



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Small business	Small Business Preference for Procurements under \$100,000. (A.R.S. §41-2535.B)
Tie-bid	In tie-bid situations, the agency chief procurement officer shall make the award by drawing lots. If time permits, the agency chief procurement officer shall provide the bidders the opportunity to attend the lot drawing.

Date last verified

June 26, 2018

Annexe 4 : Arkansas



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Prison Industry	15% preference against out-of-state prison industry bids.
-----------------	---

Date last verified

December 2014

Annexe 5 : Californie



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Tie-bids	"In the case of the bid between a Small Business (SB) and a Disabled Veteran Business Enterprise (DVBE), the award goes to the DVBE.
5% - Small business	(SB) (GC 14838) Goods, Services, Construction and IT. 5% of the lowest responsive, responsible, non-small business's net bid price when certified SB is not the lowest bidder. The maximum preference is \$50,000 and when combined with other preferences, the preference total cannot exceed \$100,000.
Up to 5% - Non-small business subcontractor preference	(GC 14838) Goods, Services, Construction and IT. Up to 5% of the lowest responsive, responsible, non-small business net bid price that is not subcontracting with a SB when SB is not the lowest bidder. The maximum preference is \$50,000 and when combined with other preferences, the preference total cannot exceed \$100,000. Applies to bids submitted by non-small business that are subcontracting with at least 25% to a certified SB. Applies unless application of the preference would preclude a SB from winning the contract.
Up to 5% - Disabled Veteran Business Enterprises (DVBE)	MVC 14838 Goods, Services, Construction and IT. Competitive solicitations that include the DVBE participation requirement, regardless of solicitation format (RFQ, IFB, or RFP) delivery method or dollar value must identify in the solicitation the allowable incentive percentage(s) and how evaluation will occur. For awards based on low price, the allowable incentive percentage(s) identified in the solicitation cannot exceed 5% or be less than 1%. For awards based on high points, the incentive cannot exceed 5% or be less than 1% of total available points, not including points for socioeconomic incentives or preferences.
5% - Recycled	(PRC 42891-42894), Goods.

Annexe 6 : Caroline du Nord



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

GENERAL STATUTE §143.59	
(a) Preference	<p>The Secretary of Administration and any State agency authorized to purchase foodstuff or other products, shall, in the purchase of or in the contracting for foods, supplies, materials, equipment, printing or services give preference as far as may be practicable to such products or services manufactured or produced in North Carolina or furnished by or through citizens of North Carolina:</p> <p>Provided, however, in giving such preference no sacrifice or loss in price or quality shall be permitted.</p> <p>Further, preference in all cases shall be given to surplus products or articles produced and manufactured by other State departments, institutions, or agencies which are available for distribution.<</p>
(b) Reciprocal preference	<p>For the purpose only of determining the low bidder on all contracts for equipment, materials, supplies, and services valued over twenty-five thousand dollars (\$25,000), a percent of increase shall be added to a bid of a nonresident bidder that is equal to the percent of increase, if any, that the state in which the bidder is a resident adds to bids from bidders who do not reside in that state.</p>
(c) Definitions	<p>Resident Bidder - a bidder that has paid unemployment taxes or income taxes in this State and whose principal place of business is located this this State.</p> <p>Nonresident Bidder - a bidder that is not a resident bidder as defined in (1).</p> <p>Principal place of business - The principal place from which the trade or business of the bidder is directed or managed.</p> <p>A bidder and offeror, as well as bid and proposal, are interchangeable.</p>
(d) Exemptions	<p>A reciprocal Preference shall not apply to procurements made under G.S. 143-53(a)(5) and G.S. 143-57.</p>

Annexe 7 : Caroline du Sud



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Section 11-35-1524 of the South Carolina Code of Laws</p>	<p>Preferences are available to in-state vendors, vendors using in-state subcontractors, and vendors selling South Carolina or United States end products.</p> <p>By requesting a preference, you are certifying that your offer qualifies for the preference.</p>
<p>South Carolina end-products (7%) or U.S end-products (2%)</p>	<p>A preference to vendors offering SOUTH CAROLINA END-PRODUCTS or U.S. END-PRODUCTS, if those products are made, manufactured, or grown in SC or the US, respectively.</p>
<p>Resident contractor preference - 7%</p>	<p>To qualify for the resident bidder preference, you must maintain an office in this state.</p>
<p>Resident subcontractor preference - 2% or 4% (each sub)</p>	<p>To qualify for the resident subcontractor preference you must meet the following requirements:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. You must -- at the time you submit your bid -- have a documented commitment from a single proposed first tier subcontractor to perform some portion of the services expressly required by the solicitation. 2. Att the time you submit your bid -- you must directly employ, or have a documented commitment with, individuals domiciled in South Carolina that will perform services expressly required by the solicitation and the total direct labor cost to the subcontractor for those individuals to provide those services exceeds, as applicable, either twenty percent for a 2% preference or forty percent of bidder's total bid price for a 4% preference.
<p>Resident</p>	<p>To qualify for the RESIDENT VENDOR PREFERENCE, you must</p>

Annexe 8 : Colorado



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Summary</p>	<p>Colorado law mandates that resident bidders be given a preference over non-resident bidders equal to the preference given by the state in which the non-resident bidder is a resident, i.e., if a non-resident bidder is 4% lower than the resident bidder but the state of residence of the non-resident bidder awards a 5% preference to in-state resident bidders, then the Colorado bidder becomes the lowest bidder by 1%. In the event of a tie, preference is given to the Colorado bidder.</p>
<p>Preferences</p>	<p>Colorado Procurement Code & Roles: R-24-111-102-02</p> <p>(a) No provision is made in this Code for preferences or set asides for minority-owned or women-owned businesses.</p> <p>(b) In the event tie low bids are received in response to solicitations for bids for commodities, pursuant to §24-103-202 C.R.S., preference is given to the resident bidder, pursuant to §§24-103-202.5 and 8-18-101 C.R.S.</p>
<p>Bid preferences - state contracts</p>	<p>Colorado Revised Statutes (C.R.S)§8-18-101</p> <p>(1) (a) Except as provided in paragraph (b) of this subsection (1) and in section 8-8-103, when a contract for commodities or services is to be awarded to a bidder, a resident bidder as defined in section 8-19-102 (2) shall be allowed a preference against a nonresident bidder equal to the preference given or required by the state in which the nonresident bidder is a resident.</p> <p>(b) Notwithstanding paragraph (a) of this subsection (1), when an invitation for bids for a contract for the purchase of commodities results in a low tie bid, as defined in section 24-103-101, C.R.S., the provisions of section 24-103-202.5, C.R.S. apply.</p> <p>(c) For the purposes of this subsection (1), "commodities" includes supplies as defined in section 24-101-301 (22), C.R.S.</p> <p>(2) If it is determined by the officer responsible for awarding the bid that compliance with this section may cause denial of federal moneys which would otherwise be available or would otherwise be inconsistent with</p>

Annexe 9 : Connecticut



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Correctional Enterprises of CT – C.G.S. 18-88(g)</p>	<p>Sec. 18-88. (Formerly Sec. 18-14). Industrial activities. State agencies required to purchase necessary products from institution industries. Retail hobby stores. Click here to read the law in its entirety ></p>
<p>Board of Education and Services for the Blind (BESB) – C.G.S.10-298b and Food Services/Vending Preference – C.G.S.10-303</p>	<p>Sec. 10-293 Board of Education and Services for the Blind; advisor to Department of Rehabilitation Services. Membership. Click here to read the law in its entirety ></p> <p>Sec. 10-303. Food service facilities and vending stands in public buildings controlled by Department of Rehabilitation Services. Permissible uses of vending machine income. Click here to read the law in its entirety ></p>
<p>Disabled Preferences - C.G.S. 17b-656</p>	<p>Sec. 17b-656. (Formerly Sec.17-666). Preference to be given to products and services rendered by persons with disabilities. Click here to read the law in its entirety ></p>
<p>Connecticut Grown and/or Produced - C.G.S. 4a-51(b)</p>	<p>Sec. 4a-51. (Formerly Sec.4-110). Duties of Administrative Services Commissioner re purchases. Click here to read the law in its entirety ></p>
<p>Supplier Diversity/Set Aside Program - C.G.S. 4a-60g</p>	<p>Sec. 4a-60g. (Formerly Sec. 32-9e). Set-aside programs for small contractors and minority business enterprises. Click here to read the law in its entirety ></p>
<p>Janitorial Work Pilot Program - C.G.S. 4a-82</p>	<p>Sec. 4a-82. Janitorial work program for persons with a disability and persons with a disadvantage. Inclusion of contractual services in program. Click here to read the law in its entirety ></p>

Annexe 10 : Dakota du Nord



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>General information</p>	<p>Reciprocal preference law applies to the Office of Management and Budget, any other state entity, and the governing body of any political subdivision when purchasing any goods, equipment, and contracting to build or repair any building, structure, road or other real property, and professional services. (ref. N.D.C.C. § 44-08-01).</p> <p>A “resident” North Dakota bidder, offeror, seller, or contractor is one who has maintained a bona fide place of business within North Dakota for at least one year prior to the date on which a contract was awarded. (ref. N.D.C.C. § 44-08-02).</p> <p>Tie bid preference must be given to bids or proposals submitted by North Dakota vendors. (ref. N.D.C.C. § 44-08-01.1).</p> <p>If a tie remains, preference must be given to approved vendors on the State Bidders List [Ref. N.D.C.C. § 54-44.4-09(4) and N.D.A.C. § 4-12-11-05 may apply].</p>
<p>Coal</p>	<p>When purchasing coal, state agencies and institutions must comply with N.D.C.C. § 48-05-02.1 which describes how to apply preference for bidders supplying coal mined in North Dakota.</p>
<p>Food</p>	<p>During the 2003 legislative session, Senate Concurrent Resolution No. 4018 was passed which urges all publicly supported entities that purchase food to support North Dakota producers and processors by purchasing food products grown or produced and processed in North Dakota.</p>
<p>Sustainability (Environmentally Preferable Products and Bio-based Products)</p>	<p>N.D.C.C. § 54-44.4-07 encourages the Office of Management and Budget, institutions of higher education, state agencies and institutions to purchase environmentally preferable products. Where practicable, bio-based products and soybean-based ink should be specified. The Office of Management and Budget, in coordination with the State Board of Higher Education, shall develop guidelines</p>

Annexe 11 : Dakota du Sud



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Up to 5% to Grade A milk processors - South Dakota Codified Laws (SDCL) 5-18A-24</p>	<p>Any milk processor licensed pursuant to §39-6-7, bidding any milk or milk product under a competitive bid contract shall receive the bid contract if the processor's bid is equal to or within 5% or less of any other bidder who is not a licensed processor.</p> <p>Source: SL 2010, Ch. 31 § 27.</p>
<p>Preferences - SDCL 5-18A-25</p>	<p>Preferences to certain resident businesses, qualified agencies and businesses using South Dakota supplies or services. In awarding a contract, if all things are equal including the price and the quality, a purchasing agency shall give preference to:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) To a qualified agency if the other equal low bid or proposal was submitted by a business that was not a qualified agency; 2) To a resident business if the other equal low bid or proposal was submitted by a nonresident business; 3) To a resident manufacturer if the other equal low bid or proposal was submitted by a resident business that is not a manufacturer; 4) To a resident business whose principal place of business is located in the State of South Dakota, if the other equal low bid or proposal was submitted by a resident business whose principal place of business is not located in the State of South Dakota; or 5) To a nonresident business providing or utilizing supplies or services found in South Dakota, if the other equal low bid or proposal was submitted by a nonresident business not providing or utilizing supplies or services found in South Dakota. <p>In computing price, the cost of transportation, if any, including delivery, shall be considered.</p> <p>Source: SL 2010, Ch. 31, § 28.</p>
<p>Resident bidder - SDLC 5-18A-1 (26)</p>	<p>A Resident bidder shall be allowed a preference on a contract against the bid or an bidder from any other state or foreign province that enforces or has a preference for resident bidders. The preference given to the resident bidder shall be equal to the preference in the other state</p>

Annexe 12 : Delaware



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Public Works - 29 Del.C. §6962 (d) (4) b. (Delaware Code)	In the construction of all public works for the State or any political subdivision thereof or by firms contracting with the State or any political subdivision thereof, preference in employment of laborers, workers or mechanics shall be given to bona fide legal citizens of the State who have established citizenship by residence of at least 90 days in the State.
Set-asides	In accordance with Delaware Code, Title 16, Chapter 96, Statewide Contracts to Support Employment for Individuals with Disabilities, certain State contracts are awarded as internal contracts as authorized by the State's Commission (which rests under the jurisdiction of the <u>Department of Health and Social Services</u>). Therefore, these contracts are not part of the normal bid process.

Date last verified

June 26, 2018

Annexe 13 : Floride



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

STATUTES		
<u>FLORIDA PREFERENCE</u>	Commodities - Florida Statutes Procurement of Personal Property and Services; Commodities manufactured, grown, or produced in state given preference.	"Whenever two or more competitive sealed bids are received one or more of which relates to commodities manufactured, grown or produced within this state, and whenever all things stated in such received bids are equal with respect to price, quality and service, the commodities manufactured, grown or produced within this state shall be give preference."
	Foreign manufacturers - Florida Statutes § 287.092 Procurement of Personal Property and Services; Preference to certain foreign manufacturers.	"Any foreign manufacturing company with a factory in Florida and employing over 200 employees working in the state shall have preference over any other foreign company when price, quality, and service are the same, regardless of where the product is manufactured."
	Public Buildings - Florida Statutes § 255.04 Preference to home industries in building public buildings.	"Every official board in the state, whether of the state, a county or a municipality, which may be charged with the duty of erecting or constructing any public administrative or institutional building shall give preference in the purchase of material and in letting contracts for the construction of such building, to materialmen, contractors, builders, architects and laborers who reside within the state, whenever such material can be

Annexe 14 : Etat de Géorgie



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Reciprocal Preference - Resident bidders Georgia Code Section 50-5-60(b)</p>	<p>Resident vendors in the state of Georgia are to be granted the same preference over vendors resident in another state in the same manner, on the same basis and to the same extent that preference is granted in awarding bids or proposals for the same goods or services by such other state, or by any local government of such state, to vendors resident therein over vendor's resident in the state of Georgia. This preference is used for evaluation purposes only. All state agencies are required to apply this reciprocal preference.</p>
<p>Compost and mulch Georgia Code 50-5-60.4(a)</p>	<p>All state agencies, departments, and authorities responsible for the maintenance of public lands shall give preference to the use of compost and mulch in all road building, land maintenance and land development activities. Preference shall be given to compost and mulch made in the state of Georgia from organics which are source separated from the state's non-hazardous solid waste stream.</p>
<p>Lumber and other forest products - Georgia Code 50-5-63</p>	<p>Green Building Standards; Exclusive use of Georgia forest products in state construction contracts; exception where federal regulations conflict.</p> <p>(a) As used in this Code section, the term:</p> <p>(1) "Green building standards" means any system or tool created to rate the environmental efficiency and sustainability of the design, construction, operation, and maintenance of a building.</p> <p>(2) "State building" means any facility owned, constructed, or acquired by the State of Georgia or any department, board, commission, or agency thereof, including state supported institutions of higher learning.</p> <p>(b) No contract for the construction of, addition to, or repair or renovation of any facility, the cost of which is borne by this state or any department, agency, commission, authority, or political subdivision</p>

Annexe 15 : Hawaii



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Reciprocal law</p>	<p>Reciprocal law applies to bidders from states which apply preferences.</p> <p>Preference shall be equal to the preference the out-of-state bidder would receive in own state or shall be in the amount the out-of-state preference exceeds comparable Hawaii preference.</p>
<p>Class I - 10% Class II - 15% Act 175 SLH 2009</p>	<p>Products mined, excavated, produced, manufactured, raised, or grown in the state, and require that over fifty percent Hawaii input counted towards the total cost of the product.</p> <p>*Agricultural, aquacultural (aqua-farming), horticultural, silvicultural (forestry), floricultural (flower farming), or livestock product that is raised, grown, or harvested in the state.</p>
<p>5%</p>	<p>Recycled products based on recycled content as a percentage to total weight. recycled products based on recycled content as a percentage to total weight. In-state contractor's preference. recycled products based on recycled content as a percentage to total weight. recycled products based on recycled content as a percentage to total weight. In-state contractor's preference.</p>
<p>10%</p>	<p>Software development businesses principally located in-state, with 80% of labor for software development performed by persons domiciled in Hawaii.</p> <p>"Software Development Business" includes any work related to feasibility studies, systems analysis, programming, testing, or implementation of an electronic data processing system."</p>
<p>15%</p>	<p>Printing, binding, and stationary work effective July 1, 1994.</p> <p>Applies to all out-of-state bidders if their price is lower than Hawaii bidder's price.</p>
<p>4.5%</p>	<p>Tax Preference.</p>

Annexe 16 : Idaho



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Printing Only	Printing preference of 10% applies to state and counties. Reciprocal law applies to state and political subdivisions for commodities, construction and services.
Tie-bid	In tie-bid situations, preference shall be given only to products of local and domestic production and manufacture or Idaho domiciled bidders.

Date last verified

January 2013

Annexe 17 : Illinois



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Resident bidder (reciprocal); Tied bid or proposal - 30 ILCS 500/45-10 and 44 Ill. Adm. Code 1.4510</p>	<p>When a contract is to be awarded to the lowest responsible bidder or offeror, a resident Illinois bidder or offeror will be allowed a preference as against a non-resident bidder from any state that gives or requires a preference to bidders or offerors from that state. The preference will be equal to the preference given or required by the state of the non-resident bidder or offeror.</p> <p>A resident bidder or offeror is a person authorized to transact business in Illinois and having a bona fide establishment for transacting business within Illinois where it was actually transacting business on the date when the solicitation for public contract is first advertised or announced.</p> <p>NOTE: In the event of a tied bid or proposal, if the tied vendors include only one Illinois resident vendor, the Illinois resident vendor shall be given the award. 4 Ill. Adm. Code 1.2037</p>
<p>Soybean oil-based ink - 30 ILCS 500/45-15 and 44 Ill. Adm. Code 1.4515</p>	<p>Contracts requiring procurement of printing services will specify use of soybean oil-based ink unless a State Purchasing Officer determines that another type of ink is required to assure high quality and reasonable pricing of the printed product.</p>
<p>Recycled supplies - 30 ILCS 500/45-20 and 44 Ill. Adm. Code 1.4520</p>	<p>When a contract is to be awarded to the lowest responsible bidder or offeror, an otherwise qualified bidder or offeror who will fulfill the contract through the use of products made of recycled supplies shall be given preference over other bidders or offerors unable to do so, provided that the cost is equal or less than other bids or offers, unless the use of the product constitutes an undue practical hardship.</p>
<p>Recyclable supplies - 30 ILCS 500/45-25 and 44 Ill. Adm. Code 1.4525</p>	<p>All [paper] supplies purchased for use by State agencies must be recyclable paper unless a recyclable substitute cannot be used to meet the requirements of the State agencies or would constitute an undue economic or practical hardship.</p>

Annexe 18 : Indiana



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Equal to preference given to non-resident bidder - Statute IC 5-22-15	The Indiana business preference is considered for an out-of-state business only when the offeror is a business from a state bordering Indiana and the offerors home state does not provide a preference to the home state's businesses more favorable than is provided by Indiana to Indiana businesses.
All preferences can be viewed in their entirety at: http://www.in.gov/legislative/ic_iac/	

Date last verified

December 2014

Annexe 19 : Iowa



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Resident	Preference shall be given to purchasing Iowa products and purchases from Iowa-based businesses if the Iowa-based business bids submitted are comparable in price to bids submitted by out-of-state businesses and otherwise meet the required specifications.
Non-resident bidder	If the laws of another state mandate a percentage preference for businesses or products from that state and the effect of the preference is that bids from Iowa businesses or products that are otherwise low and responsive are not selected in the other state, the same percentage preference shall be given to Iowa businesses and products when businesses or products from that other state are bid to supply Iowa requirements.

Date last verified

June 12, 2018

Annexe 20 : Kansas



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Tie bids	Tie bids between in-state and out-of-state vendors shall be awarded to the in-state vendor.
-----------------	---

Date last verified

February 2013

Annexe 21 : Kentucky



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Reciprocal preference statute (effective July 15, 2010) - 45A.494	
<p>Reciprocal preference to be given by public agencies to resident bidders -- List of states -- Administrative regulations.</p>	<p>1) Prior to a contract being awarded to the lowest responsible and responsive bidder on a contract by a public agency, a resident bidder of the Commonwealth shall be given a preference against a nonresident bidder registered in any state that gives or requires a preference to bidders from that state. The preference shall be equal to the preference given or required by the state of the nonresident bidder.</p> <p>2) A resident bidder is an individual, partnership, association, corporation, or other business entity that, on the date the contract is first advertised or announced as available for bidding:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Is authorized to transact business in the Commonwealth; and b) Has for (1) year prior to and through the date of the advertisement, filed Kentucky corporate income taxes, made payments to the Kentucky unemployment insurance fund established in KRS 341.490 and c) maintained a Kentucky workers' compensation policy in effect. <p>3) A nonresident bidder is an individual, partnership, association, corporation, or other business entity that does not meet the requirements of subsection (2) of this section.</p> <p>4) If a procurement determination results in a tie between a resident bidder and a nonresident bidder, preference shall be given to the resident bidder.</p> <p>5) This section shall apply to all contracts funded or controlled in whole or in part by a public agency.</p> <p>6) The Finance and Administration Cabinet shall maintain a list of states that give to or require a preference for their own resident bidders, including details of the preference given to such bidders, to be used by public agencies in determining resident bidder preferences. The cabinet shall also promulgate administrative regulations in accordance with KRS Chapter 13A establishing the procedure by which the preferences required by this section shall be given.</p>

Annexe 22 : Louisiane



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Varies by category The following preferences are not <i>in-state bidder</i> preferences but are <i>product</i> preferences only. Any bidder, whether in-state or out-of-state, is entitled to a preference so long as the product offered is a Louisiana product.</p>	
<p>Agricultural or forestry</p>	<p>Agricultural or forestry products, including meat, seafood, produce, eggs, paper or paper products shall be granted a 10% preference (does not have to lower bid price).</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Produce shall be produced in Louisiana and produce products shall be produced and processed in Louisiana. 2. Eggs shall be laid in Louisiana and egg products shall be processed from eggs laid in Louisiana. 3. Meat and Meat products shall be processed in Louisiana from animals which are alive at the time they enter the processing plant. 4. Seafood shall be: <ol style="list-style-type: none"> 1. Harvested in Louisiana seas or other Louisiana waters 2. Harvested by a person who holds a valid appropriate commercial fishing license issued under statute 5. Products produced from such seafood shall be processed in Louisiana. Domesticated catfish shall be processed in Louisiana from animals which were grown in Louisiana. 6. Paper and paper products shall be manufactured or converted in Louisiana. 7. All other agricultural or forestry products shall be produced, manufactured, or processed in Louisiana.
<p>Meat and meat products</p>	<p>Meat and meat products which are further processed in Louisiana under the grading and certification service of the Louisiana Department of Agriculture and Forestry, provided the cost of the further processed meat and meat products does not exceed the cost of other meat or meat products by more than 7% (does not have to lower bid price).</p>
<p>Catfish</p>	<p>Domesticated or wild catfish which are processed in Louisiana but</p>

Annexe 23 : Maine



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Tie bids - Title 5 M.R.S.A. Statute 1825-B (8)	The Director of the Bureau of General services shall award contracts or purchases to in-state bidders or to bidders offering commodities produced or manufactured in the State if the price, quality, availability and other factors are equivalent.
Best value bidder - Title 5 M.R.S.A. Statute 1825-B (9)	In determining the best-value bidder, the Director of the Bureau of General Services or any department or agency of the State shall, for the purpose of awarding a contract, add a percent increase on the bid of a nonresident bidder equal to the percent, if any, of the preference given to that bidder in the state in which the bidder resides.

Date last verified

January 2017

Annexe 24 : Maryland



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Definitions</p>	<p>(2) "Preference" includes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) a percentage preference ii) an employee residency requirement; or iii) any other provision that favors a resident over a nonresident <p>(3) "Resident Bidder" is: A bidder whose principal office is located in the State</p> <p>(4) "Resident Offeror" means: An offeror whose principal office is located in the State</p> <p>(5) "Services" means: Services, architectural services, construction related services, engineering services, or energy performance contract services, all as defined in § 11-101 of this article</p>
<p>Conditions for preference</p>	<p>When a unit uses competitive sealed bidding to award a procurement contract, the unit may give a preference to the resident bidder who submits the lowest responsive bid from a resident bidder if:</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) the resident bidder is a responsible bidder; (2) a responsible bidder whose principal office or operation is in another state submits the lowest responsive bid; (3) the state in which the nonresident bidder's principal office is located or the state in which the nonresident bidder has its principal operation through which it would provide supplies or services gives a preference to its residents; and; (4) a preference does not conflict with a federal law or grant affecting the procurement contract.
<p>Conditions for preference - proposals</p>	<p>When a unit uses competitive sealed proposals to award a procurement contract, the unit may give a preference to resident offeror's if:</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) a responsible offeror whose principal office or operation is in another

Annexe 25 : Massachusetts



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Goods and supplies - Massachusetts General Laws chapter 7, section 22 (17)</p>	<p>All things being equal, the state <u>may</u> give a preference to goods and supplies first manufactured and sold in the commonwealth, and then manufactured and sold domestically. We assign no percent under this statute.</p>
<p>Small businesses - Massachusetts General Laws chapter 7, section 220</p>	<p>A state agency or authority shall establish a preference for the procurement of products or services from businesses, as defined in section 3A of chapter 23A, with their principal place of business in the commonwealth. In addition, the operational services division shall endeavor to ensure that in any fiscal year no less than 15 percent of statewide procurement contracts are entered into with businesses, as so define, which: (i) are independently owned and operated; (ii) have a principal place of business in the commonwealth; (iii) have been in business for at least 1 year; and (iv) are defined as small business under applicable federal law or are defined by the division as small businesses pursuant to the small business purchasing program.</p>

Date last verified

June 2018

Annexe 26 : Michigan



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Michigan preference	A preference is given to products manufactured or services offered by Michigan-based firms if all other things are equal and if not inconsistent with federal statute. (See MCL 18.1261)
Printing - STATE PRINTING LAW, Public Act 153 of 1937 (MCL 24.62)	All printing for the State of Michigan, except that which is printed for primary school districts, local government units and legal publications for elective state officers, must be printed in Michigan.
Reciprocal preference	A reciprocal preference to a Michigan business against an out-of-state business is allowed for purchases exceeding \$100,000 and if not inconsistent with federal statutes. Under this provision, a Michigan bidder is preferred in the same manner in which the out-of-state bidder would be preferred in its home state. To claim this preference a bidder must <u>certify to being a Michigan business</u> and must authorize the Department of Treasury to release information necessary to verify the entitlement. A business that purposefully or willfully submits a false certification is guilty of a felony, punishable by a fine of not less than \$25,000.(See MCL 18.1268)

Date last verified

October 2011

Annexe 27 : Minnesota



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

RESIDENT BIDDER PREFERENCE (Effective August 1, 2014) STATUTES:	
Acquisitions of goods, general services, building construction, and utilities - Minn. Stat. Ann. § 16C.06, subd. 10	Provides that state's purchasing preferences are not cumulative.
Designation of procurements from small businesses - Minn. Stat. Ann. § 16C.16	For specified goods or services, may award up to 6% preference to targeted group small businesses, veteran-owned small businesses, and small businesses located in economically disadvantaged area. "Small business" is limited to those with their principal place of business in Minnesota.
Purchase and use of paper stock; printing - Minn. Stat. Ann. § 16C.073, subd 2	Whenever practicable, public entities shall purchase paper which has been made on a paper machine located in Minnesota.
Specified service providers - Minn. Stat. Ann. § 16C.155, subd 1	Minnesota Department of Employment and Economic Development certified providers and Minnesota Department of Human Services licensed providers responding to a solicitation for janitorial services, document imaging services, document shredding services, and mailing, collating and sorting services are eligible for a 6% preference.
All-terrain vehicles - Minn. Stat. § 84.025, subd. 10	All all-terrain vehicles purchased by the commissioner of natural resources must be manufactured in the state of Minnesota.

Annexe 28 : Mississippi



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Construction - Mississippi Code Annotated Section 30-3-21(3)</p>	<p>"(3) In the letting of public contracts preference shall be given to resident contractors, and a nonresident bidder domiciled in a state having laws granting preference to local contractors shall be awarded Mississippi public contracts only on the same basis as the nonresident bidder's state awards contracts to Mississippi contractors bidding under similar circumstances; and resident contractors actually domiciled in Mississippi, be they corporate, individuals, or partnerships, are to be granted preference over nonresidents in awarding of contracts in the same manner and to the same extent as provided by the laws of the state of domicile of the nonresident. When a nonresident contractor submits a bid for a public project, he shall attach thereto a copy of his resident state's current law pertaining to such state's treatment of nonresident contractors. Any bid submitted by a nonresident contractor which does not include the nonresident contractor's current state law shall be rejected and not considered for award. As used in this section, the term "resident contractors" includes a nonresident person, firm or corporation that has been qualified to do business in this state and has maintained a permanent full-time office in the State of Mississippi for two (2) years prior to January 1, 1986, and the subsidiaries and affiliates of such a person, firm or corporation. Any public agency awarding a contract shall promptly report to the State Tax Commission the following information:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) The amount of the contract. (b) The name and address of the contractor reviewing the contract. (c) The name and location of the project."
<p>Materials used in construction - Mississippi Code Annotated Section 31-5-23</p>	<p>"In the construction of any building, highway, road, bridge, or other public work or improvement by the State of Mississippi or any of its political subdivisions or municipalities, only materials grown, produced, prepared, made and/or manufactured within the State of Mississippi should be used. Paint, varnish and lacquer shall be used which shall contain as vehicles tung oil and either ester gum or modified resin (with rosin as the principal base of constituents), and turpentine shall be used as</p>

Annexe 29 : Missouri



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Preference to Missouri products and firms - Statute 34.070</p>	<p>In making purchases, the commissioner of administration or any agent of the state with purchasing power shall give preference to all commodities and tangible personal property manufactured, mined, produced, processed, or grown within the state of Missouri, to all new generation processing entities defined in section 348.432, except new generation processing entities that own or operate a renewable fuel production facility or that produce renewable fuel, and to all firms, corporations or individuals doing business as Missouri firms, corporations or individuals, when quality is equal or better and delivered price is the same or less. The commissioner of administration or any agent of the state with purchasing power may also give such preference whenever competing bids, in their entirety, are comparable. For purposes of this section, "Commodities" shall include any forest products and bricks or any agricultural product that has been processed or otherwise had value added to it in this state.</p>
<p>Service-Disabled veterans - Statute 34.074.03</p>	<p>In letting contracts for the performance of any job or service, all agencies, departments, institutions, and other entities of this state and of each political subdivision of this state shall give a three-point bonus preference to service-disabled veteran businesses doing business as Missouri firms, corporations, or individuals, or which maintain Missouri offices or places of business.</p> <p>and</p> <p>Disabled veterans - Statute 34.074.04</p> <p>In implementing the provisions of subsection 3 of this section, the following shall apply:</p> <p>(2) If no, or an insufficient number of such veterans doing business in this state submit a bid or proposal for a contract let by an agency, department, institution, or other entity of the state or a political subdivision, such goal shall not be required and the provisions of subdivision (1) of this subsection shall not apply.</p>

Annexe 30 : Montana



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Goods and construction - (18-1-102 MCA)</p>	<p>(a) a public contract for construction, repair, or public works to the lowest responsible bidder without regard to residency. However, a resident bidder must be allowed a preference on a contract against the bid of a nonresident bidder from any state or country that enforces a preference for resident bidders. The preference given to resident bidders of this state must be equal to the preference given in the other state or country.</p> <p>(b) a public contract for the purchase of goods to the lowest responsible bidder without regard to residency. However, a resident must be allowed a preference on a contract against the bid of a nonresident if the state or country of the nonresident enforces a preference for residents. The preference must be equal to the preference given in the other state or country.</p> <p>The preferences in this section apply:</p> <p>(a) whether the law requires advertisement for bids or does not require advertisement for bids; and</p> <p>(b) to contracts involving funds obtained from the federal government unless expressly prohibited by the laws of the United States or regulations adopted pursuant to federal laws.</p>
<p>(18-4-303[10] MCA)</p>	<p>In case of tie bid, preference must be given to the bidder, if any, offering American made products or supplies.</p>
<p>Preference given to blind persons (18-5-502)</p>	<p>(1) Whenever state property is proposed to be made available to private persons for use as a vending facility, if two or more substantially equal proposals submitted by responsible bidders are determined to most closely meet the purchasing agency's specifications and if one of the proposals has been submitted by a blind person, the contract must be awarded to the blind person.</p> <p>(2) For purposes of this section proposals are substantially equal if their overall ratings, as determined by purchasing agency in accordance with the request for proposal, do not differ by more than 3%.</p>

Annexe 31 : Nebraska



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

IN STATE PREFERENCE INFORMATION	
<p>Tie-bids - Administrative Services, Material Division Rules and Regulations, Chapter 4, Section 003</p>	<p>Bids which are equal in all respects and tied in price shall be resolved by drawing of lots. Nebraska vendors shall be given preference.</p> <p>Tie bids involving more than one Nebraska vendor shall be resolved by drawing lots among the Nebraska vendors.</p>

NEBRASKA'S PREFERENCE LAWS	
<p>Resident bidder - 73.101.01 Resident bidder, defined; preference</p>	<p>When a public contract is to be awarded to the lowest responsible bidder, a resident bidder shall be allowed a preference over a nonresident bidder from a state which gives or requires a preference to bidders from that state. The preference shall be equal to the preference given or required by the state of the nonresident bidder.</p> <p>Resident bidder as used in sections 73-101.01 and 73-101.02 shall mean any person, partnership, foreign or domestic limited liability company, association, or foreign or domestic corporation authorized to engage in business in the State of Nebraska and which has met the residency requirement of the state of the nonresident bidder necessary for receiving the benefit of that state's preference law on the date when any bid for a public contract is first advertised or announced or has had a bona fide establishment for doing business within this state for the length of time established by the state of the nonresident bidder necessary for receiving the benefit of that state's preference law on the date when any bid for a public contract is first advertised or announced.</p> <p>Any contract entered into without compliance with sections 73-101.01 and 73-101.02 shall be null and void.</p>
<p>Disabled; Designated</p>	<p>(1) When a state contract is to be awarded to the lowest responsible bidder, a resident disabled veteran or a business located in a designated</p>

Annexe 32 : Nevada



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Nevada Revised Statutes	NRS 333.336 (Inverse preference imposed on certain bidders resident outside of the state of Nevada) was repealed during 2009 legislative session.
Contractors certificate of eligibility	<p>NRS 338.0117 and NRS 338.1446 Chapter 338 of the NRS can be found at the following link: http://leg.state.nv.us/NRS/NRS-338.html</p> <p>5% bidding preference is given to a contractor with a State of Nevada Certificate of Eligibility over a contractor without a certificate. The preference only applies to bids that are estimated over \$250,000 and is used for ranking purposes only to determine the lowest bidder.</p> <p>The application for the Certificate of Eligibility can be found at the following website under "forms": www.nvcontractorsboard.com</p> <p>The Nevada Contractors board will issue the certificate and it will be used in any public open competitive bidding.</p>

Date last verified

January 2015

Annexe 33 : New Hampshire



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Tie bids	In the event of a tie bid, the tie goes to the in-state bidder. If there are no in-State bidders, the winner of the tie is determined by a drawn lot.
-----------------	---

Date last verified

January 2016

Annexe 34 : New Jersey



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

<p>Resident bidder - NJSA 52:32-1.4 and NJAC 17:12-2.13</p>	<p>The Director shall apply on a reciprocal basis against an out-of-state bidder, any in-state preference which is applied in favor of that bidder by the state or locality in which the bidder maintains its principal place of business.</p>
<p>Definitions - NJAC 17:12-2.13 Preference laws; out-of-state vendors</p>	<p>1) "In-State-Preference" means a procedure established by statute, rule, regulation or practice whereby a state or local government procurement agency gives a bidder an advantage in the evaluation of bids based on whether the bidder maintains its principal place of business within the borders of the state or locality, and includes any advantage given to a bidder based whether the goods or services offered in a bid were produced, manufactured, mined or grown within the borders of the state or locality.</p> <p>2) "Out-Of-State Bidder" means a bidder which does not have a regular place of business in New Jersey.</p> <p>3) "Principal Place of Business" means a bidder's office, factory, warehouse or other space which is recognized by a state or local government as the basis for applying an in-State preference in favor of the bidder.</p> <p>4) "Regular Place of Business" means a bona fide office, factory, warehouse or other space which is regularly maintained by the bidder, occupied by one or more of the bidder's employees and is used in carrying on the bidder's business. The maintenance of a temporary job site or field office in New Jersey, the storage of goods in New Jersey, and the employment of an independent agent or subcontractor in New Jersey do not, individually or combined, constitute regular place of business.</p>

Date last verified

December 2012

Annexe 35 : New York



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Reciprocal Language</p>	<p>Under the Omnibus Procurement Act of 1992 and Amendments of 1994, (now Section 165.6 a-e of the State Finance Law) the Office of General Services may deny to a vendor placement on bidders mailing lists and award of contracts that they would otherwise obtain if their principal place of business is located in a jurisdiction that penalizes New York State vendors and if the goods or services offered will be substantially produced or performed outside New York State.</p> <p>These sanctions may be waived when it is determined to be in the best interest of New York State to do so.</p>
<p>Recycled products</p>	<p>Two step policy for recycled products. 10% preference is applied for a recycled content product without regard to the product's origin. An additional 5% preference may be granted if at least 50% of the secondary materials utilized in manufacture of that product are generated from the waste stream in New York State.</p>
<p>Agricultural products, including foods and beverages</p>	<p>1) Catering Promotion of New York agricultural products, including foods and beverages, is an important part of the mission of the Department of Agriculture and Markets (AGR). the Licensee <i>will be strongly encouraged to participate in the promotion of New York grown or produced food and beverages. Examples of participation may include:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) display of signage provided by AGR or a New York vendor, b) special menu items featuring New York food or: c) the sale of New York produces beverage items including beer, wine and spirits. <p>2) Food Products The Commissioner of the office of General Services (OGS) recognizes the importance of utilizing food products that are grown, produces, harvested or processed in New York State. In order to advance this objective, OGS <i>stongly encourages companies to fulfill the requirements of contracts awarded with products, including foods and beverages, that are grown, produced, harvested or processed, in whole or in part, in New</i></p>

Annexe 36 : New Mexico



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Application of preferences - Procurement Statute 13-1-21 (Section A)</p>	<p>(1) "resident business" means a New Mexico resident business or a New York state business enterprise;</p> <p>(2) "New Mexico resident business" means a business that is authorized to do and is doing business under the laws of this state and:</p> <p>(a) that maintains its principal place of business in the state;</p> <p>(b) has staffed an office and has paid applicable state taxes for two years prior to the awarding of the bid and has five or more employees who are residents of the state; or</p> <p>(c) is an affiliate of a business that meets the requirements of Subparagraph (a) or (b) of this paragraph. As used in this section, "affiliate" means an entity that directly or indirectly through one or more intermediaries controls, is controlled by or is under common control with the qualifying business through ownership of voting securities representing a majority of the total voting power of the entity;</p> <p>(3) "New York state business enterprise" means a business enterprise, including a sole proprietorship, partnership or corporation, that offers for sale or lease or other form of exchange, goods or commodities that are substantially manufactured, produced or assembled in New York state, or services, other than construction services, that are substantially performed within New York state. For purposes of construction services, a New York state business enterprise means a business enterprise, including a sole proprietorship, partnership or corporation, that has its principal place of business in New York state;</p> <p>(4) "resident manufacturer" means a person who offers materials grown, produced, processed or manufactured wholly in the state; provided, however, that a New York state business enterprise shall be deemed to be a resident manufacturer solely for the purpose of evaluating the New York state business enterprise's bid against the bid of a resident manufacturer that is not a New York state business enterprise.</p> <p>5) "recycled content goods" means supplies and materials composed in whole or in part of recycled materials; provided that the recycled</p>
---	---

Annexe 37 : Ohio



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Domestic products	First, consider domestic products as defined under federal Buy America laws/rules. See: ORC 125.09 (C) (7); 125.11 (B); OAC 123:5-1-06.
Supplies, services, IT	The preference only applies to purchases of supplies, services and information technology that use the Invitation to Bid and Reverse Auction processes. Not mandatory for RFPs. See: ORC 125.11 (A); 125.09(A), OAC 123:5-1-06 (D).
Ohio preference (Buy Ohio)	To qualify for the 5% preference, bidder must be an "Ohio" bidder; 1) offering product produced, raised, grown or manufactured in Ohio or 2) has significant Ohio economic presence - pays taxes, registered with Ohio Secretary of State and has 10 or more or 75% of workforce located in Ohio. See: OAC 123:5-1-06(3)(d).
Construction & printed goods	Reciprocal preferences are given to construction and printed goods to all recognized Bordering States with the exception of State of Michigan for printing. See: OAC 123:5-1-06.
Mined products	Mined products must be mined in Ohio or in qualifying border states. See: OAC 125.09(C) (1); 125.11
Border	Border state bidders are treated on the same level as Ohio bidders provided the border state does not apply a preference toward Ohio bidders. Currently Indiana (except mined products), Pennsylvania, Kentucky, Michigan and New York are recognized as border states. See: ORC 125.09(C) (4).
Veteran's Preference – 5%	This preference will be applied to all Invitation to Bid, Request for Proposal and Reverse Auctions. It will not be compounded with the 5% Buy Ohio in-state preference. See: ORC 9.318; OAC 123:5-1-16

Date last verified

Annexe 38 : Oklahoma



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

	<ul style="list-style-type: none"> • Oklahoma currently observes the Reciprocal laws of other states in the acquisition process. • No preference for Tie Bids • No established percentile preference for products or services.
Eastern Red Cedar Initiative	Preference to suppliers of wood products made from or products manufactured utilizing materials from trees harvested in Oklahoma if price for the products and materials are not substantially higher than the price for other wood products and materials. 74 O.S. 85.44D
Sheltered Workshops	Preference is given to "Oklahoma Sheltered Workshops for the severely handicapped" for certain designated contracts.
Correctional Industries	Preference is given to "Oklahoma Correctional Industries" for certain designed contracts.
Service Disabled Veteran	In awarding contracts for the performance of any job or service, all agencies, departments, institutions and other entities of the State and of each political subdivision of the state shall give a 3 point preference to service disabled veteran businesses doing business as an Oklahoma firm, corporations, of individuals, or which maintain Oklahoma offices or places of business.
Resident Contractors	Preference given to materials produced in Oklahoma and construction contractors domiciled in Oklahoma for county hospital construction work. 19 O.S. 788
Construction	Provision in contract requiring employment of Oklahoma labor and materials if available and quality meets standards available from out of state suppliers and can be procured at no greater expense than the same quality of labor or material from outside Oklahoma for construction or repair of state institutions pursuant to Section 31 of Article X of the State Constitution. 61 O.S. 9

Annexe 39 : Oregon



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Government has always used its purchasing power as a tool to achieve multiple purposes. A "Preference" means an advantage given to offerors in a competition for contract award which may be granted based on pre-established criteria.

National Institute of Governmental Purchasing, Inc. (NASPO), Public Procurement Dictionary of Terms, 2008

Mandatory Preferences	
Oregon laws require certain preferences, such as:	
In-State Printing	ORS 282.210 (1952) All public printing, including license plates, shall be performed within the state. (est. 1959)
Qualified Rehabilitation Facilities (QRFs)	ORS 279.835-279.855; ORS 279A.025(4); OAR 125-55-0005-0045, State Purchasing All state & local contracting agencies shall purchase goods and services of Disabled Individuals from eligible QRFs. (1977)
In-State Tie-Bid Awards	ORS 279A.120; OAR 125-246-0300, Preference for Oregon Supplies and Services; Tie-Offers All state & local contracting agencies shall give preference to in-state offerors if their offers are the same as nonresident offerors. (2003)
Interstate Reciprocal Preference	ORS 279A.120(2)(a); OAR 125-246-0310, Reciprocal Preferences All state & local contracting agencies shall add a percent increase to the bid of a nonresident bidder equal to the percent, if any, of the preference given to the bidder in its state of residence. (2003)
Goods made from Recycled Materials	ORS 279A.125; OAR 125-246-0322, Preference for Recycled Materials All state & local contracting agencies shall prefer goods certified to be manufactured from recycled materials. (2003)

Annexe 40 : Pennsylvanie



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Reciprocal Limitations Act - 62 Pa. C.S. § 107</p>	<p>The Reciprocal Limitations Act applies to the procurement of supplies in excess of \$10,000.</p> <p>It requires the application of a preference to resident bidders against bidders from states that give a preference to resident bidders in an equal percentage.</p> <p>It also prohibits the procurement of supplies from states or their bidders that limit the procurement of the supplies to those produced, manufactured, mined, grown or performed in-state.</p>
<p>Coal - 71 P.S. § 650</p>	<p>Any heating system installed in a commonwealth owned facility be fueled by coal that is produced by Pennsylvanian mines or any mixture or synthetic derived, in whole or in part, from coal produced in Pennsylvania mines unless the Secretary of General services exempts the heating system from the act based upon enumerated exemptions.</p>
<p>Recycled products - 62 Pa. C.S. § 108</p>	<p>Pursuant to Section 108 of the Commonwealth Procurement Code and Part 1, Chapter 22(C)(2) of the Procurement Handbook, the Commonwealth will provide a preference to <u>any</u> bidder (not just resident bidders) who meet the minimum recycled content percentage established in the bid.</p>
<p>Motor Vehicle Procurement Act - 62 Pa. C.S. § 3731 et seq.</p>	<p>The Motor Vehicle Procurement Act requires that all government agencies procure only motor vehicles which are manufactured in North America.</p> <p>A motor vehicle is manufactured in North America if a substantial majority of the principal components as assembled into the final product in an assembly plant in North America.</p>

Date last verified

June 7, 2018

Annexe 41 : Rhode Island



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

No details available

Date last verified

March 2009

Annexe 42 : Tennessee



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Meat - T.C.A. § 12-3-809. Preference to in-state meat producers by departments and agencies</p>	<p>All Departments, agencies, and institutions of state government which purchase meat, meat food products or meat by-products as defined in § 53-7-202 with state funds shall give preference to producers located within the boundaries of this state when awarding contracts or agreements for the purchase of such meat or meat products, so long as the terms, conditions and quality associated with the in-state producers' proposals are equal to those obtainable from producers located elsewhere.</p> <p>and</p> <p>T.C.A. § 12-3-810. Preference to in-state meat producers by schools:</p> <p>All public education institutions using state funds to purchase meat, meat food products, or meat by-products as defined in § 53-7-202, shall give preference in awarding contracts or agreements for the purchase of such meat or meat products to producers located within the boundaries of this state so long as the terms, conditions, and quality associated with the in-state producers' proposals are equal to those obtainable from producers located elsewhere.</p>
<p>Coal - T.C.A. § 12-3-811. Preference to in-state coal mining companies</p>	<p>Notwithstanding any provision of law to the contrary, all state agencies, departments, boards, commissions, institutions, institutions of higher education, schools and all other state entities shall purchase coal mined in the State of Tennessee if such coal is available at a delivered price which is equal to or less than coal mined outside the State of Tennessee.</p>
<p>Natural gas - T.C.A. § 12-3-812. Preference to in-state natural gas producers</p>	<p>Notwithstanding any provision of law to the contrary, all state agencies, departments, boards, commissions, institutions, institutions of higher education, schools and all other state entities shall purchase natural gas produced from wells located in the State of Tennessee if such gas is available at a price which is equal to or less than natural gas produced</p>

Annexe 43 : Texas



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Tie bids	<p>Preference in tie bids for goods and agricultural products produced or grown in Texas, or offered by Texas bidders that are of equal cost and quality to other states of the United States.</p> <p>Preference in tie bids for goods and agricultural products from other states of the United States over foreign goods and agricultural products that are of equal cost and quality.</p> <p>For further info, please contact: wes.ogilvie@cpa.state.tx.us</p>
Preference	<p>Texas Statute of the Government Code, chapter 2252 § 2252.002 states that in if the low bidder is from a state that grants a percent preference to its own in-state bidders, the Texas agency must add the same percent of preference to that bidder's price when evaluating the bid.</p>

Date last verified

December 2012

Annexe 44 : Utah



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Resident	To get reciprocal preference, the Utah vendor must claim preference in the bid and be within the applicable preference percentage of the lowest responsible out-of-state bidder who is entitled to a preference in his/her state. If so, Utah vendor has 72 hours to consent in writing to meet the price of the lowest responsible out-of-state bidder which has an in-state preference law.
-----------------	---

Date last verified

February 2017

Annexe 45 : Vermont



Reciprocal preference/law

No

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

Resident	All other considerations being equal, preference will be given first to resident bidders of the state and/or to products raised or manufactured in the state (Administrative Bulletin No. 3.5), and then to bidders who have practices that promote clean energy and address climate change (Executive Order 05-16).
-----------------	--

Date last verified

February 2017

Annexe 46 : Virginie



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

<p>Products - Statute 2.2-4324. Preference for Virginia products with recycled content and for Virginia firms.</p>	<p>A. In the case of a tie bid, preference shall be given to goods produced in Virginia, goods or services or construction provided by Virginia persons, firms or corporations; otherwise the tie shall be decided by lot.</p> <p>B. Whenever the lowest responsive and responsible bidder is a resident of any other state and such state under its laws allows a resident contractor of that state a percentage preference, a like preference shall be allowed to the lowest responsive and responsible bidder who is a resident of Virginia and is the next lowest bidder.</p> <p>If the lowest responsive and responsible bidder is a resident of any other state and such state under its laws allows a resident contractor of that state a price-matching preference, A like preference shall be allowed to responsive and responsible bidders who are residents of Virginia.</p> <p>If the lowest bidder is a resident contractor of a state with an absolute preference, the bid shall not be considered.</p> <p>The Department of General Services shall post and maintain an updated list on its website of all states with an absolute preference for their resident contractors and those states that allow their resident contractors a percentage preference, including the respective percentage amounts.</p> <p>For purposes of compliance with this section, all public bodies may rely upon the accuracy of the information posted on this website.</p> <p>C. Notwithstanding the provisions of subsections A and B, in the case of a tie bid in instances here goods are being offered, and existing price preferences have already been taken into account, preference shall be given to the bidder whose goods contain the greatest amount of recycled content.</p> <p>D. For the proposes of this section, a Virginia person, firm or corporation shall be deemed to be a resident of Virginia if such person,</p>
---	--

Annexe 47 : Virginie occidentale



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

A SUCCESSFUL BID SHALL BE DETERMINED AND ACCEPTED AS FOLLOWS:	
Resident - 2 1/2%	<p>A) From an individual resident vendor who has resided in West Virginia continuously for the <u>4</u> years immediately preceding the date the bid was submitted</p> <p style="text-align: center;">or</p> <p>B) From a partnership, association, corporation resident vendor, or from a corporation nonresident vendor which has an affiliate or subsidiary which employs a minimum <u>100</u> state residents and which has maintained its headquarters or principal place of business within West Virginia continuously for 4 years immediately preceding the date on which the bid was submitted.</p> <p>C) From a resident vendor who employs at least 75% of the vendor's employees are residents of West Virginia who have resided in the state continuously of the two immediately preceding years. <i>See: West Virginia code, § 5A-3-37 (a) (1) or § 5A-3-37 (a) (2) for more information</i></p>
Non-resident	<p>D) From a nonresident vendor, which employs a minimum of one hundred (100) state residents or a nonresident vendor which has an affiliate or subsidiary which maintains its headquarters or principal place of business within West Virginia and which employs a minimum of <u>100</u> state residents, if, for purposes of producing or distributing the commodities or completing the project which is the subject of the vendor's bid and continuously over the entire term of the project, on average at least 75% of the vendor's employees or the vendor's affiliate's or subsidiary's employees are residents of West Virginia who have resided in the state continuously for the <u>2</u> immediately preceding years and the vendor's bid does not exceed the lowest qualified bid from a nonresident vendor by more than 2 1/2% of the latter bid.</p> <p><i>See § 5A-3-37 (a) (3)</i></p>
Veterans -	<p>F) From an individual resident vendor who is a veteran of the United</p>

Annexe 48 : Washington



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

<p>Preference for goods and services produced or provided in whole or in part from class II inmate work programs operated by the department of corrections. See RCW 39.26.251</p>	<p>(1) State agencies, the legislature, and departments shall purchase for their use all goods and services required by the legislature, agencies, or departments that are produced or provided in whole or in part from class II inmate work programs operated by the department of corrections through state contract. These goods and services shall not be purchased from any other source unless, upon application by the department or agency:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) The department finds that the articles or products do not meet the reasonable requirements of the agency or department, b) are not of equal or better quality, or c) the price of the product or service is higher than that produced by the private sector. <p>However, the criteria contained in (a), (b), and (c) of this subsection for purchasing goods and services from sources other than correctional industries do not apply to goods and services produced by correctional industries that primarily replace goods manufactured or services obtained from outside the state. The department of corrections and department shall adopt administrative rules that implement this section.</p>
<p>Preference to Bidders proposing goods or services which have been or will be produced or provided in whole or in part by an inmate work program of the department of corrections. See RCW 39.26.250</p>	<p>Any person, firm, or organization which makes any bid to provide any goods or any services to any state agency shall be granted a preference over other bidders if:</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) the goods or services have been or will be produced or provided in whole or in part by an inmate work program of the department of corrections and (2) an amount equal to at least fifteen percent of the total bid amount has been paid or will be paid by the person, firm, or organization to inmates as wages. The preference provided under this section shall be equal to ten percent of the total bid

Annexe 49 : Wisconsin



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

Resident	If a vendor is not a Wisconsin producer, distributor, supplier or retailer and the department determines that the state, foreign nation or subdivision thereof in which the vendor is domiciled grants a preference to vendors domiciled in that state, nation or subdivision in making governmental purchases, the department and any agency making purchases under s.16.74 shall give a preference over that vendor to Wisconsin producers, distributors, suppliers and retailers, if any, when awarding the order or contract. The department may enter into agreements with states, foreign nations and subdivisions thereof for the purpose of implementing this subdivision.
-----------------	--

Date last verified

February 2013

Annexe 50 : Wyoming



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

Yes

Preference conditions including law citation

5% commodities and construction	Preference of up to 5% applies to State and political subdivisions for all commodities manufactured or produced in Wyoming or supplied by a Wyoming resident capable of serving the same. For construction, 5% preference is granted if not more than 20% is subcontracted to out-of-state firms.
10% printing	For printing, 10% preference is granted if 75% or more of the work is done in-state.

Date last verified

May 2009

Annexe 51 : Washington District of Columbia



Reciprocal preference/law

Yes

Tie-bid preference

No

Preference conditions including law citation

<p>Bid and proposal preference - District Code: § 2-218.43</p>	<p>(a) In evaluating bids or proposals, agencies shall award preferences as follows:</p> <p>1. In the case of proposals, points shall be granted as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Three points for a small business enterprise; B. Five points for a resident-owned business; C. Five points for a longtime resident business; D. Two points for a local business enterprise; E. Two points for a local business enterprise with its principal office located in an enterprise zone; F. Two points for a disadvantaged business enterprise; G . Two points for a veteran-owned business enterprise; H. Two points for a local manufacturing business enterprise. <p>2. In the case of bids, a percentage reduction in price shall be granted as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> A. 3% for a small business enterprise; B. 5% for a resident-owned business; C. 10% for a longtime resident business; D. 2% for a local business enterprise; E. 2% for a local business enterprise with its principal office located in an enterprise zone; F. 2% for a disadvantaged business enterprise
<p>Certified Business Enterprise - District Code: § 2-218.43</p>	<p>(b) A certified business enterprise shall be entitled to any or all of the preferences provided in this section, but in no case shall a certified business enterprise be entitled to a preference of more than 12 points or a reduction in price of more than 12 percent.</p>

Date last verified